

la prospérité publique; « il félicitait l'Espagne de ce qu'au milieu de tant de pays où divers cultes étaient admis, le seul vrai fût honoré et pratiqué chez elle, à l'exclusion de tout autre. » Langage bien naturel dans la bouche de « Sa Majesté catholique ».

A peine au nombre de vingt-six le 8 juin, jour où dans une première proclamation ils protestaient que l'Empereur pouvait fixer le salut de la patrie, les « Notables » atteignaient maintenant le chiffre de soixante-cinq. Il parut possible de ne pas différer l'ouverture de leurs travaux. Des gens d'importance se trouvaient parmi ces nouveaux venus : O'Farrill, brave soldat et consciencieux ministre de la guerre (1); Cevallos qui semblait satisfait et dévoué, bien qu'il fût déjà mécontent et prêt à quitter le camp où ses intérêts le plaçaient plus que ses sympathies; Cabarrus (2), à moitié français et le plus expert financier de la péninsule; le marquis de Musquiz, ancien ambassadeur; le marquis de las Amarillas, président du Conseil de guerre. De tous ces gens rassemblés, vingt seulement possédaient un mandat régulier et arrivaient vraiment comme « députés »; les autres avaient été désignés par Murat, la Junte de Madrid ou même Napoléon. Le texte de leurs délibérations semblait fixé à l'avance : ils trouvèrent tout imprimé un projet de constitution; il s'agissait de donner à des lois françaises une couleur espagnole pour les rendre acceptables aux Espagnols. Les réunions se tinrent dans le vieil évêché sous la présidence de d'Azanza qui devenait vrai-

(1) Don Gonzalo O'Farrill (1753-1831) né à la Havane, élevé en France à Sorèze. Lieutenant-général (1795). Ambassadeur à Berlin (1800). Commande le corps espagnol d'Étrurie (1806). Ministre de la guerre de Ferdinand, puis de Joseph (1808-1813). Se retira à Paris où il mourut.

(2) François Cabarrus (1752-1810). Né à Bayonne; passa jeune en Espagne et s'occupa d'affaires commerciales. Directeur de la banque Saint-Charles; nommé comte par Charles IV; ministre en Hollande. Ministre des finances de Ferdinand et de Joseph (1808).



ment l'homme nécessaire; M. d'Urquijo remplit les fonctions de secrétaire; la première séance s'ouvrit à midi le mercredi 15 juin 1808. Il y en eut onze (1). Dans la troisième on aborda la rédaction du statut constitutionnel; 146 articles groupés sous XIII titres le composèrent : la religion catholique était la religion de l'État; la royauté héréditaire de Joseph Bonaparte serait reversible sur la tête et dans les branches de Louis et de Jérôme; neuf ministres responsables formaient son Conseil; un Sénat de vingt-quatre membres veillait sur la Constitution; un Conseil d'État, présidé par le Roi, préparait les lois; des *Cortès* se composeraient, en trois ordres, de cent douze membres : cinquante désignés par le Roi (vingt-cinq évêques au banc du clergé, vingt-cinq au banc de la noblesse); soixante-deux députés des villes, des corporations et des académies. Ils voteraient le budget pour trois ans. La magistrature était inamovible; le Conseil de Castille devenait une Cour de cassation. Abolition de la torture; limitation des majorats à 20,000 piastres de rente; avec la France une alliance perpétuelle.

Les questions irritantes ou trop délicates avaient été, par système, écartées : des *fueros* des provinces basques, des franchises religieuses, des biens de mainmorte, pas un mot. Rien sur cette fameuse Inquisition qui de loin défrayait cependant bien des déclamations, mais demeurait pour ceux qui l'avaient vue de près « un ministère de police plus qu'une autorité religieuse, condamnant à la prison et aux galères des crimes ailleurs punis de mort » (2). Il est vrai que la question eût été examinée entre Espagnols, dont la mentalité était faite et qui savaient à quoi s'en tenir sur ce prétendu tribunal de sang (3). Devant ce silence affecté,

(1) Les 15, 17, 20, 21, 22, 23 juin et 7 juillet.

(2) DE LABORDE, *Itinéraire d'Espagne*, 1808, t. V, p. 23.

(3) « Si l'on détruisait l'Inquisition, sur cent individus, quatre-vingt-dix

voulant dans cette ombre mettre de la lumière, Raimond Ettenhard y Salinas aborda le sujet, avec la compétence d'un membre du conseil du Saint-Office; il en rappela le but, les procédés, les garanties données à l'accusé et conclut en demandant sa conservation (1). Ses auditeurs connaissaient assez la question pour adopter ses conclusions.

Tout ceci se passait avec une certaine pompe, dans le style vague et sonore qu'affectaient les réformateurs sentencieux du dix-huitième siècle et qui est demeuré longtemps la rhétorique aimée des parlements. On retrouverait dans ces discussions les premiers symptômes de l'état d'esprit dont s'animent plus tard les Cortès de Cadix.

Voilà donc quelle était cette constitution de Bayonne. Que d'éléments manquaient à sa solidité! Ses rédacteurs se trouvaient à peu près sans mandat; ils ne pouvaient arguer de leur nombre, la moitié des cent cinquante personnes convoquées avait seule répondu à l'appel. La délibération était de pure forme sur un texte préparé à l'avance. On se trouva en présence d'un calque médiocre des « idées de 89 » adapté vaille que vaille aux besoins prétendus de la péninsule; c'est donc à tort, du moins en exagérant, que le comte de Toreno croit découvrir dans cette Constitution une main espagnole; sa touche fut bien légère et promptement écrasée sous le gantelet d'acier de l'Empereur. Une note manuscrite faite pour Champagny nous révèle minutieusement l'historique de sa rédaction (2) : en avril 1808 le « Statut » fut préparé par ordre de Napoléon. A la fin de mai on l'envoya à Madrid pour être communiqué aux ministres et à la Junte, et avoir leur avis. MM. de La Forest et Fréville, dans un rapport très

crieraient au scandale ». Rapport de Blanchet, agent de police, à Champagny, Barcelone, 8 mai 1808, vol. 674, fol. 241.

(1) Ce mémoire fut présenté à la séance du 13 juin 1808. AF IV, 1609, dernier dossier, n° 42.

(2) AF IV, 1680.



détaillé, mentionnèrent les observations présentées. L'Empereur ordonna des modifications importantes. On consulta d'Azanza et d'Urquijo, à Bayonne même; puis, les premiers notables étant arrivés, on les réunit en une commission préparatoire dont les observations donnèrent lieu à de nouveaux changements.

Ces précautions, prises pour donner au projet de statut le caractère le plus propre aux habitudes, aux mœurs, aux opinions de l'Espagne, avaient eu aussi pour objet d'éviter des discussions pénibles sur des points que des observations presque confidentielles pouvaient déterminer à écarter. Le projet était donc déjà parvenu à un certain degré de maturité lorsque la Junte s'est ouverte. On l'a fait imprimer et il a été distribué à tous les membres qui ont été invités à donner leur opinion par écrit sans préjudice de la discussion dans l'Assemblée. Les opinions, soit écrites, soit verbales, ont été recueillies par une commission qui a fait un relevé exact et détaillé de toutes les observations. Ce relevé ayant été mis sous les yeux de S. M. a donné encore lieu à des changements importants. Mais alors S. M. a dû croire que le projet se rapprochait le plus possible des véritables besoins de l'Espagne et des vœux de ses représentants. Elle a revêtu de sa signature la pièce ci-jointe.

Viciée dans son principe, disparate dans sa forme, la Constitution, excellente sur le papier, fut nulle dans ses conséquences. De l'autre côté des Pyrénées elle ne reçut de publicité que dans l'officieuse *Gazette de Madrid*; il est superflu d'ajouter qu'elle n'eut jamais d'application, sur les neuf dixièmes parties du territoire elle demeura encore moins méconnue qu'inconnue; sous la protection de nos baïonnettes, çà et là et pour quelques jours, on la tint pour mise en vigueur, mais on cherche en vain derrière elle un résultat économique ou une conséquence sociale; elle n'a pas eu le pouvoir d'abroger une loi, ni la possibilité d'affaiblir une coutume. La trace la moins éphémère qu'elle ait sans doute laissée est la médaille que d'Azanza proposa de



frapper pour garder le souvenir des séances de l'Assemblée de Bayonne.

Quand les articles furent rédigés, une proclamation solennelle convia tous les Espagnols à la concorde et à l'espérance; puis, le 7 juillet, Joseph en grand apparat se présenta pour donner et recevoir les serments : lui, d'être fidèle à la Constitution; les députés, d'être fidèles au Roi; le tout entre les mains de l'archevêque de Burgos (1). — On ne pensa pouvoir mieux terminer ces cérémonies qu'en allant saluer l'Empereur. La scène fut pénible. Placé au centre de ses auditeurs, Napoléon entama un monologue incohérent, et le fit durer trois mortels quarts d'heure : son regard était farouche, sa parole brève, saccadée, disgracieuse, menaçante sans motif, et souvent décousue par des poses sans raison; son silence étonnait autant que sa loquacité. On avait peu à lui dire, rien à lui répondre. Chacun s'en alla avec de grandes révérences, et fort soulagé de se retirer. L'impression des témoins de cette dernière entrevue demeura partagée entre la surprise et la crainte. Et cependant le besoin de l'heure présente eût été de rallier des éléments déjà suffisamment mal agrégés.

Joseph, pour composer sa *Maison*, avait éprouvé quelque peine (2) s'il avait dressé la liste de son ministère avec facilité : Urquijo prenait la secrétairerie d'État, O'Farrill la guerre, Cabarrus les finances, Mazzaredo la marine; Cevallos acceptait les affaires étrangères, Piñuela la justice, Jovellanos

(1) Manuel Cid Monroy, archevêque de Burgos (1802-1822).

(2) Il s'était entouré d'autant de grands d'Espagne qu'il avait pu : capitaine des gardes du corps : duc del Parque; — colonel des gardes espagnoles : duc de l'Infantado; — colonel des gardes wallonnes : prince de Castel Franco; — grand chambellan : marquis d'Arriza; — grand maître des cérémonies : duc de Hajar; — grand veneur : comte de Fernan Nuñez; — chambellans : comte de Orjas, marquis de Santa Cruz, comte de Santa Coloma, duc d'Ossuna, comte de Castel Florido, duc de Soto Mayor.



l'intérieur. Azanza, qui, pour ne pas être accusé d'ambition par ses compatriotes, venait de refuser le grand cordon de la Légion d'honneur, Azanza avait par ailleurs joué un rôle trop important pour être mis à l'écart. Il se contenta du ministère des Indes. Lisez ces noms et songez aux vicissitudes politiques que leur réservait la fortune. Ils représentaient la fleur des hommes d'Etat de l'Espagne, mais ils allaient se disperser dans les camps les plus opposés; tant il est vrai qu'on n'assemble que par un lien bien éphémère les âmes contraintes et les cœurs amoindris. Le retour en Espagne était pour tous l'objectif désiré. A Bayonne les esprits se sentaient en lisières et sous le filet de l'oiseleur; de l'autre côté de la Bidassoa des convictions si tièdes ne résisteraient pas à l'air embrasé des factions, le vent du patriotisme allait souffler sur ces serments que la crainte, l'incertitude, l'ambition, et même le nationalisme avaient rendus possibles un jour, sincères une heure et éternellement vains.

Joseph partit le 6 juillet, de grand matin, comme un homme qui a en effet une longue route à suivre. Précédé de cent voitures emportant les membres de la Junte transformés en hérauts et messagers de paix, il était accompagné de Napoléon en personne qui voulait afficher ce témoignage de déférence et de bon accord. Toutes les autorités civiles et militaires les saluaient aux portes de la ville, les canons tonnaient; l'étiquette avait été la grande préoccupation de ce départ et il semblait qu'en acquérant la couronne de Charles IV, Joseph I<sup>er</sup> eût hérité de son culte pour le cérémonial. Seul dans le fond de sa voiture, comme il était seul dans son royaume, le nouveau monarque avait placé en face lui, dans leurs costumes d'apparat, le duc del Parque et d'Azanza, représentants pompeux des fidélités vacillantes et des talents inutiles.

Pendant deux semaines encore, pour voir venir les événe-



ments, l'Empereur prolongea son séjour dans la petite ville sur laquelle depuis trois mois il retenait les regards de l'Europe.

Il distribua ses largesses autour de lui : le préfet Castellane fut fait maître des requêtes au Conseil d'État et reçut, avec la rosette de la Légion d'honneur, une gratification de 20,000 francs; à l'évêque Joseph-Jacques Loison, une tabatière et un portrait entourés de diamants; des boîtes d'or au maire, M. Detchegaray, au commandant des gardes d'honneur, M. de Ravignan; la Légion à M. de Gontaut-Biron qui avait amené les très élégants cavaliers de Pau avec leurs aiguillettes d'or sur leur veste cramoisie, le chapeau à la française panaché de blanc, les bottes hongroises, la chabraque rouge et noire. — Enfin, le 17 juillet, au jeu de l'Impératrice, Duroc annonça le départ; aussitôt tout le monde prit congé, comme s'éveillant d'un cauchemar. Mais il était dit que, jusque dans les détails, [l'omnipotence de Napoléon se traduirait par le plus parfait dédain de ses hôtes. Quand il s'agit de trouver des chevaux de poste et des voitures, ambassadeurs, ministres, courtisans demeurèrent empêchés; tous les moyens de transport étaient retenus pour le service de Leurs Majestés.

Le 20 juillet à la tombée du jour, la route étant jalonnée d'une nuée de courriers, de postillons, de piqueurs, Napoléon et Joséphine se dirigèrent vers Pau. Derrière la haie des bonnets à poil toute la ville s'entassait tête nue, et pour la dernière fois les gardes d'honneur caracolèrent. Quand du sabre ils saluaient la voiture de l'Empereur disparaissant dans la poussière dorée du soleil couchant, et que la lune en se levant à l'orient commençait à s'emparer du ciel pâle, qui leur eût dit que quinze ans plus tard, à la même place, ils rendraient les mêmes hommages, avec le même enthousiasme au duc d'Angoulême venant de raffermir le trône de Ferdinand VII. Et auraient-ils deviné que leurs fils, aux jours



d'octobre 1846, à leur tour salueraient la fille de Ferdinand, jeune épouse du duc de Montpensier, dont l'alliance paraissait le gage particulièrement solide du trône de Louis-Philippe, quinze mois avant la révolution de 1848? — C'est là l'histoire des peuples et la morale si fréquente de leurs destinées, qu'ils n'en remarquent plus l'enseignement. — Laissons Napoléon oublier lui-même que la Providence en permettant le succès ne couronne jamais l'injustice ; pour l'heure il court le long des gaves bondissants des Pyrénées, et les feux de joie qu'allument les paysans dans la montagne lui cachent les étoiles, comme les prospérités de la terre lui voilent le ciel. Sa besogne est faite, il est heureux, il est tranquille, il se promène, et pour raconter les faits et gestes du moment, il faut recourir à un Dangeau de journal :

Vis-à-vis d'un de ces feux qui lui rappelaient ses glorieux bivouacs, l'Empereur a fait arrêter ses voitures; en un clin d'œil, les piqueurs ont ouvert un passage; des planches portées par des paysans ont couvert le fossé et S. M. ayant une cafetière à la main a été elle-même la placer sur le brasier. S. M. l'Impératrice, ses dames d'honneur, le prince de Neuchâtel, le maréchal Duroc l'ont suivie; on a porté des carreaux sur lesquels cette illustre compagnie s'est assise en plein champ; là, sous les yeux d'un nombre considérable de personnes des deux sexes, qui la contempiaient avec respect et étonnement, la Cour a fait un déjeuner champêtre. Après avoir pris le café dans des tasses de vermeil, LL. MM. ont remonté en voiture, emportant les vœux bien sincères des habitants... (1).

Cependant les jours passent, le temps s'avance et pour être éloquent il lui suffira de rapprocher deux dates : le 5 mai 1808, dans les murs de Bayonne Charles IV se voit arracher l'héritage de ses pères; le 5 mai 1821, sur le rocher de Sainte-Hélène, à Napoléon Dieu reprend la vie.

(1) *Journal des Basses-Pyrénées*, n° 426, juillet 1808.

La scène se passe à Lacq, sur la route de Puyoo à Artix.



## CHAPITRE III

### LE RÉVEIL D'UN PEUPLE

(Juin-Juillet 1808)

Spontanéité de la résistance furieuse et sanglante : Carthagène. — Cadix. — Séville. — Valence. — Assassinats des autorités espagnoles ; influence pacifique du clergé. — Mouvement dans les classes moyennes. — Esprit local de la révolte dans les provinces. — Dispersion des troupes régulières d'Espagne. — Positions de l'armée française.

Savary à Madrid (15 juin-30 juillet). — Vanité et brutalité de ses procédés de gouvernement. — Ses difficultés avec les Espagnols, le grand-duc de Berg et l'ambassadeur de France.

Entrée de Joseph en Espagne ; ses efforts de pacification. — Le maréchal Bessières vainqueur à Rio Secco (14 juillet). — Entrée du roi à Madrid (23 juillet). — Résistance du Conseil de Castille. — Proclamation officielle de Joseph (25 juillet). — Froideur du corps diplomatique. — Mésintelligence de Joseph et de Savary. — Les Espagnols ralliés : Antoine Llorente, les brochures de Cabarrus. — Soulèvement général. — Lettre de Blake à Bessières. — Misères de la Catalogne. — Amnistie du roi Joseph.

Le général Dupont traverse l'Espagne et pénètre en Andalousie. — Combat du pont d'Alcolea. — Prise et sac de Cordoue. — Causes de l'inaction de Dupont et de son recul à Andujar. — Les fautes du général Védel. — Les Espagnols passent le gué de Menjibar. — Les instructions de l'Empereur. — Dupont se replie vers la Sierra. — La bataille de Baylen. — La suspension d'armes. — Retour tardif de Védel. — Les pourparlers d'Andujar. Capitulation. — La clause des « bagages ». — Violation des engagements. — Enthousiasme patriotique des Espagnols. — Surprise de l'Europe. — Colère de Napoléon. — Injustice et inutilité du procès du général Dupont.

## I

A son frère Joseph, Napoléon avait donné l'Espagne. — Il restait à la conquérir.

Grâce à Dieu le spectacle d'un peuple qui défend son



indépendance demeure toujours émouvant sous quelque ciel qu'il se manifeste, sous quelque forme qu'il se produise; mais la caractéristique du soulèvement de 1808, c'est sa spontanéité. Avant que le temps et la distance aient permis une entente possible, sans mot dire, à la première nouvelle du 2 mai, le royaume est debout. Unanimité frappante qui fait l'éloge du sentiment national chez ces hommes d'honneur attachés à leurs foyers, orgueilleux de leurs privilèges, idolâtres de leurs princes au point de s'aveugler sur leurs défauts et leurs faiblesses, d'un loyalisme intangible, d'une foi intransigeante, pénétrés d'une horreur instinctive contre tout changement dans leurs coutumes, toute innovation dans leur religion; don Quichottes fiers dans la prospérité, superbes dans le malheur et irritables jusqu'à la férocité devant l'injure. — Pour qui connaissait l'Espagne, il n'y eut pas d'étonnement; s'il avait eu le loisir de feuilleter la correspondance de ses ambassadeurs à Madrid, l'Empereur eût pu retrouver une vieille dépêche clairvoyante de Beurnonville :

Si les Espagnols s'apercevaient que nous fussions ennemis de leur existence politique comme nation, ou bien avides de leurs propriétés, c'est alors qu'ils nous susciteraient de grands obstacles; et peut-être la résistance dont ils sont capables nous entraînerait-elle, relativement au reste de l'Europe, au delà du but dans lequel nous serions originairement entrés sur leur territoire (1).

Il y avait de la colère pour l'invasion, mais plus encore de l'indignation pour la trahison. L'intendant de Barcelone traduisait bien ces sentiments en des paroles attristées qui formulaient à l'avance tout le plan de la lutte :

Devions-nous donc nous attendre que l'Empereur nous tromperait! — Après tout, nous le savons bien, il n'y a pas plus de

(1) 3 vendémiaire an XII (25 septembre 1803), vol. 665, fol. 14.



60,000 hommes en Espagne; que serait-ce si toute la population se levait en masse? Quels flots de sang ne couleraient pas! Que serait-ce si les villes maritimes allaient appeler les Anglais (1).

Comme des gens qui se sentent faibles, les Espagnols commencèrent la résistance par la guerre au couteau; l'arme était solide dans leur main. Comme des gens qui viennent d'être trompés, ils virent la trahison partout. C'est au reste un sentiment essentiellement démocratique : le soupçon est instinctif aux petits, accessible aux intelligences les plus bornées, il excite la vigilance populaire et il fournit à l'insuccès une explication tout à fait consolante pour l'amour-propre simpliste de la foule. Le premier sang versé ne fut donc pas celui des envahisseurs, groupés et sur leurs gardes; il coula des veines des autorités espagnoles elles-mêmes, sans méfiance et chargées à l'improviste d'un crime qu'elles n'avaient pu commettre. Cette page est déshonorante pour l'histoire du pays de la chevalerie; elle jette une ombre sur l'éclat de son patriotisme.

Aux rives de la Méditerranée, Carthagène donnait le signal le 24 mai. Et voilà qu'à l'autre bout de la péninsule, au nord, jour pour jour, heure pour heure, Oviedo lui envoie la réplique. Au fond de la belle Andalousie, sous son ciel bleu et dans un air de printemps, la passion politique se déchaîne en frénésie; la riante et coquette Cadix teint d'une frange de sang la robe verte et blanche que lui fait l'écume des flots. Le capitaine général don Francisco Solano (2) avait jadis vaillamment servi côte à côte avec nos troupes; c'était assez pour qu'il appréciait leur force et se rendit mélancoliquement compte de la fragilité des moyens de résistance qu'on pour-

(1) 10 mai 1808, vol. 674, fol. 279.

(2) Don Francisco Solano (1770-1808), marquis de la Solana y del Socorro, commandait une brigade espagnole à l'armée de Catalogne (1793). Obtint de Charles IV la permission de servir en Allemagne comme volontaire, sous Moreau. Lieutenant général et capitaine général de l'Andalousie (1800).



rait leur opposer; c'était trop pour que les exaltés de la ville ne l'accusassent pas de tendances françaises. Une bande fort animée se présenta à son hôtel; du haut du balcon il tenta d'apaiser le tumulte; il eut l'imprudence de rappeler la puissance invincible de Napoléon, il jetait de l'huile sur le feu; quand on voulut forcer sa porte il étendit à terre d'un coup de pistolet le premier assaillant (1). Son courage avait signé son arrêt de mort : lié comme un criminel, les vêtements en lambeaux, le gouverneur est frappé de bâtons, de couteaux, de poignards, de canifs; il reçoit blessures et outrages sans permettre à sa fierté une seule plainte; à chaque coup il regarde en face ses assassins. Trainé dans les rues, sur la place Saint-Jean de Dieu les forces lui manquent; il réclame un confesseur; un prêtre se présente; un instant après un officier déshonore son épée en perçant son général. La populace grisée de sang s'enivre maintenant de vin; l'orgie dure toute la nuit dans la ville en éveil; au jour on brise les entraves des galériens et l'on va piller; par bonheur les moines s'interposent; des capucins prêchent le calme et le respect des propriétés : « Le petit crucifix fut pour cette canaille une espèce de talisman irrésistible », remarqua un témoin (2), et deux heures suffirent pour la désarmer.

Les scrupules du comte de Morla (3) ne l'empêchèrent pas d'accepter sur-le-champ la succession délicate et le poste

(1) *Mémoires* du capitaine Thomas Curthwright envoyé de Gibraltar pour examiner l'esprit de résistance de l'Andalousie et autorisé par le général Castaños à voyager en costume civil.

(2) F. VII, 6513.

(3) Don Thomas de *Morla* (1750-1820) fit la campagne du Roussillon. Inspecteur général de l'artillerie. Capitaine général d'Andalousie. Membre de la Junte de Séville, viola la capitulation de Baylen. Membre de la Junte de Madrid, fut envoyé pour traiter de la ville auprès de Napoléon. Rallié à Joseph, conseiller d'État (1809). Caractère sans dignité, eut des intelligences dans tous les camps. Privé de ses emplois au retour de Ferdinand (1814).



de Solano. — Notre flotte, embossée dans la rade, se refusa à reconnaître l'élu des émeutiers; on échangea d'abord des messages pleins d'aigreur, puis des coups de fusil; les cinq vaisseaux et la frégate de l'amiral Rosilly (1) ne pouvaient résister longtemps aux canons des remparts; ils étaient pris comme au piège; au large croisait une escadre anglaise, l'œil au guet, et son chef, l'amiral Parvis, ne put s'empêcher dans sa joie de proposer aux Espagnols son aide pour l'écrasement des navires français; Morla refusa avec orgueil, prétextant n'en avoir nul besoin; il était trop vrai : Rosilly, après une résistance valeureuse de quinze jours, sous le feu de 46 canonnières et de 12 batteries, fut obligé de se rendre à discrétion. Alors les Anglais descendirent à terre pour fraterniser avec les Espagnols; c'était la première fois depuis Trafalgar.

Le drame de Cadix s'est répété à Séville : le comte del Aguila, lié à un balcon, est tué par ses compatriotes à coups de carabine. Les habitants de Jaën se défient de leur corrégidor don Antonio de Lomas, ils le fusillent. On égorge à Grenade don Pedro Truxillo, simplement parce qu'il est parent de la maîtresse de Godoy, et à Badajoz le comte Torre del Fresno, sans prétexte. Valence mérite une mention spéciale : un moine, le père Rico y était tout-puissant; il avait prêché la croisade du patriotisme et sa popularité s'en était accrue; mais sur cette pente, s'arrêter c'est reculer; quand il prétendit limiter l'effervescence des faubourgs, il ne fut plus écouté : malgré ses efforts, don Miguel de Saavedra, baron d'Albalat, tomba sous le poignard. Pour ramasser avec profit le sceptre de la démagogie, il suffit de mettre une surenchère : un chanoine de la cathédrale de Madrid qui se trouvait à Valence, Balthasar Calvo, ambitieux,

(1) Ils étaient bloqués à Cadix, depuis 1805. Rosilly et son état-major purent seuls rentrer en France. Les équipages furent envoyés sur les pontons.



hypocrite, manquant moins d'intelligence que de scrupules, prétendit succéder à l'influence du P. Rico; dans sa brutalité il alla jusqu'à désigner à la foule les Français bons pour le massacre; beaucoup avaient trouvé un asile derrière les murailles de la citadelle, on y monta en dépit de l'éloquence indignée de Rico, malgré les supplications de quelques prêtres qui allèrent chercher dans les églises des reliques pour en faire un rempart sacré; les égorgeurs purent satisfaire leur horrible passion : trois cent cinquante malheureux sans défense, hommes et femmes, furent lâchement massacrés. Abattu, l'œil hagard, sans voix et sans pouvoir, plein d'émoi et de remords, Rico regardait, en se frappant la poitrine, courir les assassins. « Les tribuns du peuple, remarque Tite-Live, ne conduisent pas mais sont conduits par la multitude. » C'est là leur crime, parce que c'est là leur responsabilité; ces ambitieux se persuadent que l'intelligence restera maîtresse des passions brutales, ils ne craignent ni de les déchaîner ni de leur trouver des excuses; à leur tour le courant les emporte et, coupables de leur propre imprudence, ils le demeurent encore des férocités d'autrui.

Après quelques jours de terreur atroce, les brigands de Valence payèrent leurs forfaits : le chanoine Calvo et bon nombre de ses complices furent pendus. Ils n'étaient ni les seuls ni les derniers : le gouverneur de Malaga, le général Truxillo, pour cela qu'il représente l'autorité, est saisi, haché, brûlé par des paysans en délire descendus de la Sierra. Le très doux et très vertueux capitaine général de la Galice, Antonio Filangieri, a manifesté peu d'enthousiasme pour un soulèvement qu'il estime impromptu et dangereux, ses soldats l'assomment en pleine rue. A Valladolid, son collègue le vieux don Gregorio de la Cuesta, homme de discipline, ne peut ni ne veut être aux ordres des étudiants ameutés dans l'Université; il est menacé de la potence pendant que don Miguel



Cevallos, directeur du collège militaire de Ségovie, suspecté lui aussi, est placé sur une charrette, égorgé sous les yeux de sa femme et traîné à la rivière par des mégères en furie. Ici encore, mais vainement, un prêtre a fait entendre la voix de la religion à des fanatiques qui n'écoutent plus que les cris de la bestialité (1).

Laissons ces scènes de sauvagerie dont l'horreur est à peine atténuée par les efforts de ceux qui ramèneront au toril ces taureaux excités par d'atroces picadors. Que le spectacle de cette charité chrétienne, impuissante ou non, s'étende comme un voile entre ces cadavres et la postérité; rappelons-nous plutôt le chapitre de Malaga improvisant au milieu de l'émeute une procession où la foule surprise, détournée et émue, prit place et suivit en chantant des cantiques (2); saluons encore ce prêtre inconnu qui à Andujar fit un rempart de son corps à la femme du général Chabert. Dans l'autre camp, la même autorité sacerdotale obtint parfois le même heureux apaisement; ainsi lorsque le général Lasalle entra à Palencia, décidé à brûler une ville qui avait fusillé ses éclaireurs, l'évêque se portait au-devant de lui pour obtenir leur pardon; Lasalle encore se laissait fléchir à Valladolid et accordait au clergé la paix qu'il lui demandait avec instance.

Le mouvement insurrectionnel demeurait « populaire »; magistrats, généraux, gouverneurs, intendants, évêques ne paraissent vouloir ni oser prendre franchement parti; les plus audacieux se bornent à ne pas paralyser l'élan; si l'on rencontre des gentilshommes qui joignent leur épée au couteau ou à l'escopette de leurs vassaux, c'est tout comme autrefois les paysans vendéens avaient tiré de leurs manoirs, sans s'inquiéter beaucoup de leur avis, leurs seigneurs de village. A Logroño, qui est à la tête du soulèvement? Un tailleur de

(1) TORÉNO, t. I, p. 203.

(2) FIGUELA, *Mémoires*.



pierres comme le fut le voiturier Cathelineau à Saint-Florent. Hameaux et bourgades sont agités, soulevés, écumants, semblables à ce que les avait vus, dix-huit siècles auparavant, Velleius Paterculus : *Tam diffusas, tam feras*. Chacun est prêt à se battre, personne ne sait au juste où se trouve l'ennemi. Si quelqu'un déclare « officiellement » la guerre à l'Empereur des Français maître des deux tiers de l'Europe, ce ne seront ni des ambassadeurs ni des hommes d'État, ni des généraux, mais de pauvres alcades, très résolument, avec le plus magnifique sérieux, sur la place de leur village, en face de Dieu qui les voit et en présence de leurs compagnons de charrue qui entendent et ratifient leur serment. Si de son côté, le 25 mai, le marquis de Santa Cruz, au nom de la municipalité d'Oviedo, affiche la résistance ouverte, ce n'est que le 8 juin qu'une autorité un peu plus qualifiée, comme la Junte de Séville, fait à son tour une déclaration solennelle au nom de Ferdinand VII (1), en des discours que La Forest décorait du nom de « proclamations inflammatoires ». Pour la Junte de Madrid personne qui puisse être surpris de la voir incliner à la paix : elle envoie le marquis de Lazan expliquer le danger d'une résistance vers son frère le jeune et bouillant Palafox qui après quelque hésitation s'agite dans l'Aragon, à Saragosse. Lazan part, arrive, se joint à Palafox et suit son exemple sans plus s'inquiéter de son mandat. — Toutefois le soulèvement spontané, unanime, reste local. En Estramadure les paysans continuent leur moisson; ils seront, disent-ils, à temps de prendre les armes après. Questionnés en plusieurs endroits s'ils comptent marcher, ils répondent qu'ils n'ont pas besoin de sortir de chez eux (2).

Pour souder ces bonnes volontés éparses, coordonner ces forces individuelles, une troupe régulière eût été nécessaire,

(1) Vol. 675, fol. 43. Voir *Appendices*, XIII.

(2) La Forest à Champagny, 9 juillet 1808, vol. 675, fol. 337.



elle se fût agrégé ces éléments nouveaux. Mais les milices provinciales ne sont pas convoquées, et l'armée espagnole était éparpillée avec tant de fantaisie qu'on a pu voir, dans la dispersion de ses cantonnements sur tout le territoire, le dessein prémédité de la réduire à l'inaction.

L'armée française avait occupé de bonnes positions stratégiques et reliait avec facilité ses divers éléments, son seul péril était de présenter une ligne d'autant plus mince qu'elle était allongée de Pampelune à Madrid. Les troupes observaient une discipline étroite à laquelle se sont plu à rendre hommage les témoins impartiaux (1). Quand elles se portèrent à quelque violence, leurs chefs leur en avaient octroyé plus que la permission, ils leur en avaient donné l'ordre, comme à Cuença, à Torquemada, à Barcelone où les régiments napolitains traitèrent la ville en pays conquis, à Logroño où le général Verdier, après avoir cédé aux prières de l'évêque de Calahora et accordé la rançon de la ville, laissa commettre le pillage (2). On voulait briser, on prétendait effrayer, et on surexcitait les colères en augmentant l'irritation. « Comment les généraux français feront-ils la part du crime, celle de la faiblesse, celle de l'erreur, avec assez de précision pour que personne ne soit puni qu'en proportion de sa faute? » écrivait mélancoliquement La Forest.

## II

Si quelqu'un ne se posait pas cette question, c'était bien Savary. — Nous l'avons vu arriver à Madrid au milieu de juin. « Ma mission, a-t-il dit dans ses *Mémoires*, était de lire

(1) Dépêche de Strogonoff à Roumiantzoff, 23 avril 1808, vol. 674, fol. 141. — Lettre de Verhuel, ministre de Hollande, au maréchal de Kinsbergen, chambellan du roi Louis, 28 avril 1808, vol. 674, fol. 166.

(2) La Forest à Champagny, 16 juin 1808, vol. 675, fol. 107.



tous les rapports adressés au grand-duc de Berg, de faire les réponses, de donner tous les ordres d'urgence; mais je ne devais rien signer. » Il se mit aussitôt à déployer ses talents. Dans la place vide il s'installa en homme enivré d'un si récent et si grand pouvoir; et alors que la volonté de l'Empereur paraît avoir été de lui confier un rôle de surveillance sur les affaires, il saisit l'occasion d'en prendre la direction. Mme d'Abrantès, regardant en cela le nouveau duc comme « bien ridicule », peint son faste et son arrogance d'un trait qui dit tout : il se faisait servir avec la plus cérémonieuse étiquette et son échanton lui offrait à boire un genou en terre (1). Les Français eux-mêmes s'émurent de ces allures orientales à tout le moins déplacées, et les gens de bon sens comme La Forest ne purent se taire en haut lieu de ces maladresses véritablement dangereuses en face des Espagnols ulcérés et insoumis.

... A l'arrivée du général Savary, un très bel appartement lui fut donné au château du Roi, et tous les honneurs dus à son rang lui furent rendus. Mais il s'était annoncé comme venant remplacer le lieutenant général du royaume et voulait parler aux yeux. Il passa dans l'appartement de S. A. I., qui eut la faiblesse de l'en laisser maître; et, à l'exception des pages, il ordonna que le service marchât comme lorsque le Grand-Duc était présent; c'était inconvenant et cela étonna beaucoup. Une circonstance particulière en fit un scandale public. Cet appartement était celui du prince des Asturies et, à tort ou à raison, on reproche au général, en Espagne, de l'avoir décidé à sortir de Madrid. De là un sentiment d'éloignement très fâcheux, qu'avec plus de mesure il était facile d'éviter.

Le général voulait qu'on fit entrer chez lui tout ce qui vient au château et qu'on lui présentât les grands, les ministres, les membres de la Junte, les chefs des Conseils, les diverses autorités. Ce n'était pas connaître les Espagnols. Tous se tinrent à l'écart. Il s'en aperçut et l'aigreur remplaça les préventions.

(1) *Mémoires*, t. VII.



Nous avons soin que les gazettes contiennent tous les articles propres à rassurer sur les relations amicales de la France et de la Russie. Le général manque de ces ménagements; il répète journellement que les affaires du nord forcent S. M. I. et R. à se presser, et il accroît par ce langage la pusillanimité. Un inconvénient, incomparablement plus grave, résulte de l'espèce de fureur avec laquelle le général parle sans cesse de pillage, d'incendie et de massacre. Je serais honteux de répéter tous les excès de ce genre qui lui échappent à chaque instant. Et le nom de l'Empereur est toujours cité en témoignage! Ces propos sont entendus par de jeunes officiers indiscrets, par des domestiques, par des Espagnols; ils circulent et font frissonner sans rendre plus soumis. Ils autorisent beaucoup de militaires à des actes inutilement violents (1).

La situation politique portait mal cependant à l'étalage du faste, à la présomption, à la division entre Français : la pénurie était universelle, les affaires fort embrouillées et les nouvelles les plus alarmantes arrivaient de tous les points du royaume où les communications avec Madrid n'étaient pas coupées encore. Au nord à Santander, à l'est à Saragosse, au sud à Valence, nos armées se trouvaient mal en point; le maréchal Bessières, le maréchal Lefebvre, le maréchal Moncey se heurtaient à une résistance inattendue, énervante et mystérieuse. Du général Dupont, entré en Andalousie et séparé des plaines de Castille par la Sierra, plus de nouvelles. L'inquiétude, sinon déjà l'émoi, se faisait jour dans la capitale; la ville était dans « la stupeur », et Savary, qui l'avouait, ordonnait de fortifier le *Retiro*. En même temps il envoyait vers Dupont la division Vedel. Conduite prudente; cependant le Ciel se joue, quand il lui plaît, des mesures d'apparence les plus sages : le renfort qu'on croyait apporter à l'armée d'Andalousie devait seulement grossir le nombre des prisonniers de Baylen.

Quelques lettres de Savary nous tiendront bien au courant

(1) La Forest à Champagny, 25 juin 1808, vol. 675, fol. 219, 220.



de la situation, de la façon dont il la comprenait, de la manière dont il informait l'Empereur.

Je vais employer les six ou sept jours qui vont s'écouler avant le dénouement de tout ceci à faire évacuer l'hôpital de Tolède, qui a huit à neuf cents malades, celui d'Aranjuez et enfin tout ce qu'il y a autour de Madrid en hôpitaux et en munitions. D'ici là il y aura quelque chose de décidé sur un point quelconque de l'Espagne indiquant s'il faut marcher vigoureusement contre une armée qui, paraît-il, suivrait Dupont; nous ne nous laisserons pas insulter dans Madrid. D'ailleurs Votre Majesté aura le temps de nous écrire d'ici là (1).

... En même temps que j'ordonnerais le mouvement, je ferais partir d'ici une division pour échelonner le général Dupont, si cela devenait nécessaire, pour le faire agir vigoureusement en avant de lui. Je pense à ce mouvement, parce que d'ici là nous devons infailliblement être maîtres de Saragosse et qu'alors le corps qui est devant cette place pourra faire quelques mouvements sur Albaracin et Moya, où il paraît que l'on a besoin de voir un peu de troupes. Nous devons avoir aussi des nouvelles de Santander et de tout ce qui environne le maréchal Bessières. Avant l'arrivée de ces trois nouvelles nous n'entreprendrons rien au loin.

M. de Laforest est trop formaliste pour une circonstance comme celle-ci; si nous sommes gênés si fort pour nos subsistances, c'est qu'il ménage trop les instances qu'il y a à faire près de la Junte. Il veut, dit-il, nous gagner des cœurs; moi je lui réponds que je n'en voudrais pas de mille au prix de la ration de vin d'un soldat. Ils en étaient tous privés lors de mon arrivée, et ce n'est que ce matin que je suis parvenu à le faire rendre à toutes les troupes. Aussi je ne suis pas content de la manière dont il s'explique sur les craintes que lui fait concevoir mon séjour ici. Je ne lui en parlerai pas parce que Votre Majesté veut que l'on vive bien avec tout le monde. Ce soir à minuit, j'écrirai de nouveau et rendrai compte à Votre Majesté. Je la prie d'être persuadée de l'empressement que je mettrai à saisir l'occasion de tirer le canon, si Elle arrive; et je ne me mettrai pas dans le cas de revenir sur mes pas si une fois je m'arrête à ce parti (2).

(1) Savary à l'Empereur, Madrid, le 22 juin 1808, à minuit.

(2) Madrid, 28 juin 1808, une heure après-midi.



Nos troupes étaient à Madrid un peu en convalescence : composées de jeunes soldats débiles et d'ailleurs plus que médiocrement équipés. Napoléon s'était doublement exagéré la faiblesse des Espagnols et la force de ses conscrits. Bien qu'il n'aimât pas recevoir ce genre de confidences, il fallait bien lui avouer le danger. Savary eut ce courage :

J'ai visité cette après-midi les hôpitaux, l'on y a bien fait ce que l'on a pu, mais ils sont encore loin d'être ce qu'il faudrait qu'ils fussent; j'y ai vu des soldats fiévreux couchés sans chemises, n'en ayant qu'une qui était à laver. J'ai fortement grondé, et M. Deniée (1) s'en prend à la commission espagnole qui ne répond pas; enfin il est indispensable d'en donner, et demain on en distribuera 1,500 des magasins de Votre Majesté. J'ai vu aussi les troupes du maréchal Moncey qui sont ici; presque aucun soldat n'a deux chemises, et un grand nombre n'en ont point du tout. Cependant il y en a ici 7,000 en magasin. Malgré cela nous serons loin d'en avoir assez, cependant il est impossible de s'en procurer ici, elles coûteraient presque le double qu'en France, et d'ailleurs nous n'avons pas d'argent. Votre Majesté ne peut se faire qu'une idée très imparfaite de l'état dans lequel sont ses soldats en Espagne sous ce rapport; le même besoin va se faire incessamment sentir pour les souliers, il serait bon de nous en envoyer.

Du reste nous n'avons que de légères maladies, les fièvres passent assez vite, mais les convalescences sont longues. Les aliments sont très bons, mais tous les jeunes soldats, qui sont grandis de deux pouces depuis leur départ de France, trouvent qu'ils n'en ont point assez. Aussi avec une demi-ration de pain et une demie de vin, nous avons des travailleurs pour le Retiro tant que nous en voulons.

Très sincèrement, celui qui va devenir le mois suivant « duc de Rovigo » trouvait dans la volonté impériale son unique boussole, à l'approbation de son maître il subordonnait tout; ici, il laisse sans ambages parler son cœur :

Je n'ai point d'autre ambition que celle de servir Votre Majesté

(1) Inspecteur en chef aux revues, baron de l'Empire (1812).



un peu mieux qu'un autre, si la fortune m'en présente l'occasion. Je sais combien elle voudrait finir promptement les affaires d'Espagne, c'est pourquoi je fais taire dans mon cœur le désir de me rapprocher d'Elle avant d'avoir pris part aux dangers qu'elles peuvent offrir. Mais rien ne flatte mon ambition loin d'Elle, ni ne me dédommagera de tout ce que j'éprouverais de contrainte en servant loin de son regard ; si tout ceci était mené assez vivement pour que cela fût fini vers l'époque où il faudra suivre Votre Majesté à de nouveaux événements, je serais un peu consolé de la pensée de prendre incessamment un corps de troupes en Espagne. Néanmoins, s'il ne m'est pas permis de songer à la rejoindre avant la fin de cette guerre de brigandage, je serai trop heureux de saisir le moindre moyen de lui prouver par mon obéissance mon entier dévouement.

« Guerre de brigandage ! » L'expression n'était pas inexacte : guerre sans merci et sans issue. Le cercle se resserrait. Les communications étaient si bien coupées entre Madrid et l'armée française d'Andalousie, que lorsqu'il fut urgent d'expédier à Dupont des ordres suprêmes, M. de La Forest dut s'entendre avec M. de Strogonoff, pour munir nos deux officiers de passeports russes avec la fausse indication de Lisbonne et de Cadix (1). Le 4 juillet, les estafettes françaises rentraient à Madrid, n'ayant pu atteindre le maréchal Moncey, et pour n'être pas fusillées, ayant dû déchirer leurs dépêches. A Talavera le rassemblement des insurgés devenait si pressant que Savary estimait nécessaire d'y marcher de sa personne. Chaque soir il écrivait à Dupont, et chaque matin il éprouvait la déception de ne recevoir aucune réponse. Pour assurer le voyage du roi Joseph, qui maintenant s'acheminait vers sa capitale, il fallait jalonner la route de cavaliers et de canons (2). Moralement, la position à Madrid était encore plus pénible ; les Français vivaient, étouffaient pour mieux dire, dans une atmosphère de sourde haine et de patriotique

(1) La Forest à Champagny, 20 juin 1808.

(2) Savary à l'Empereur, 13 juillet 1808, à minuit.



colère. « Qu'on parcoure les rues et les places publiques, tout y est tranquille; que l'on entre dans les maisons, on n'y trouve que mauvaises nouvelles et mauvaise humeur (1). » Le silence même était éloquent et les moins ardents gardaient fidèlement le secret des plus compromis : « Il est encore à arriver qu'un Espagnol ait, à ma connaissance, dénoncé son voisin. » Et La Forest regrettait en vain cette inébranlable discrétion.

Savary, dont la clairvoyance du moins ne s'obscurcissait pas par le désir de plaire et qui savait dire crûment les échecs comme les victoires, Savary constatait avec mélancolie sur l'opinion madrilène l'inutilité d'efforts pacifiques que, pour sa part, il n'avait jamais poussés très avant. « L'esprit public est mauvais, il est dans la crise. Je ne m'arrêterai pas à vous débiter un tas d'absurdités qui trouvent du crédit parmi les gens les plus considérables de ce pays. Il n'y a que la présence du Roi qui puisse les faire cesser (2). » Quant à lui il continuait ces procédés violents et brutaux qui réussissaient mal auprès des Castillans. N'avait-il pas voulu faire tirer le canon en signe d'allégresse pour des victoires remportées sur les Espagnols par les Français. A grand'peine La Forest parvint à le dissuader de cette provocation inutile; mais le général O'Farrill et les autres ministres josphistes demeurèrent profondément blessés et les rapports déjà tendus parurent brisés.

Ces maladresses perçaient peu à peu et arrivaient enfin aux oreilles de l'Empereur. Assuré de son obéissance, il ne s'illusionnait pas sur les talents de son serviteur. « Savary est un homme très bon pour des opérations secondaires, mais il n'a pas assez d'expérience et de calcul pour être à la tête d'une si grande machine. » Voilà ce qu'il écrivait à son frère, ajoutant

(1) La Forest à Champagny, vol. 675, fol. 243.

(2) Savary au prince de Neuchâtel, 17 juillet 1808.



d'ailleurs avec mansuétude : « Il ne faut pas laisser entrevoir à Savary l'opinion que j'ai de son incapacité (1). » Seulement, on peut croire que son parti était arrêté de rappeler l'*incapable*, « qui n'a fait que de fausses marches et dont les mouvements militaires font hausser les épaules ».

### III

Il nous faut reculer d'un pas en arrière pour aller rejoindre le roi Joseph et lui faire cortège au moment où il pénètre dans ses États le 9 juillet, à sept heures du matin. Peu d'Espagnols le souhaitaient, mais ceux qui l'acceptaient avaient besoin de le voir de leurs yeux. « L'Espagne, avait dit avec quelque esprit un conseiller de Castille, est le pays d'Europe où l'on croit le plus à la présence réelle. » Joseph possédait des manières gracieuses, son aspect était aimable, il ne perdait rien à se montrer. — L'Empereur lui avait donc fait ses adieux, en grand apparat, aux portes de Bayonne; le nouveau roi traversait la Bidassoa au milieu d'une file bruyante de voitures où s'entassait, « l'Assemblée » scindée en trois groupes se relayant pour le précéder, l'escorter et le suivre; tout cela ne laissait pas que de composer une caravane étrange, disparate et mouvementée (2). On alla coucher à Saint-Sébastien : aux murs, des guirlandes, le soir des lampions, la nuit des chansons et des guitares; beaucoup de couleur locale, moins de témoignages politiques. Les harangues des magistrats et du corps de ville parurent embarrassées; plus encore le fut la réponse de Joseph dans une langue hésitante, avec un accent étranger qui prêtait aux quolibets des malveillants.

(1) L'Empereur à Joseph, 18 juillet 1808. Recueil LECESTRE, t. I.

(2) *Souvenirs* de Stanislas DE GIRARDIN, IV.



Le lendemain, après avoir entendu dévotement la messe, on était parti pour Tolosa; quelques débris de la députation de Guipuzcoa y souhaitèrent la bienvenue. A Vergara Joseph s'empressa d'accorder leur pardon aux envoyés de Santander révoltée qui venaient demander grâce; et ce furent les premiers applaudissements vraiment sincères. Il s'enquérail des besoins du pays, promettait tout, souriait à tous; il déployait de l'amabilité pour deux : l'interlocuteur qui restait muet et lui-même. A Vittoria, il faisait imprimer une proclamation apportée de Bayonne : il s'y dévouait au bonheur de la nation « généreuse » que lui confiait la Providence, la conservation de la sainte religion des monarques ses prédécesseurs lui tenait surtout au cœur, il comptait sur le concours du clergé, le dévouement de la noblesse, l'obéissance du peuple. En d'autres temps, cet appel à la concorde aurait mérité d'être entendu; mais ici, nul écho; « plus le langage est paternel, écrivait de Madrid La Forest, plus on se persuade que S. M. doute de sa couronne. » — Ces craintes, à la vérité, n'auraient pu passer pour absolument chimériques, car à peine venait-il d'ouvrir les bras à ses sujets que ceux-ci se reculaient assez durement; des rapports venus d'un peu partout lui montraient les provinces en pleine révolte.

Si la Navarre, occupée dès le premier jour par des forces françaises, n'avait pu se déclarer publiquement pour Ferdinand, sa députation, ses conseils et ses tribunaux s'étaient tous retirés sans bruit. — Les montagnards des Asturies se levaient au contraire avec éclat à la voix de leur évêque. Les Galiciens (on parlait de 15 à 20,000 hommes) suivaient le général Caraffa qui les faisait descendre sur le Portugal contre Junot. — Valence, en anarchie et en rébellion, groupait une force militaire assez imposante autour du petit noyau d'une compagnie de sapeurs amenée d'Alcala par un sergent du génie; le général était don Pedro Gonzalez Llamas



et il allait contraindre à rebrousser vers la Castille Moncey lui-même, qui s'était heurté tout d'abord au formidable défilé de las Cabrillas. — Des vengeances particulières, des fureurs locales ensanglantaient Carthagène où le sang punique coule dans les veines. — Murcie, plus calme, se préparait à la lutte sans moins d'apreté. — En Catalogne les territoires sur lesquels campaient nos soldats étaient à eux; à une portée de fusil de leurs retranchements ils se trouvaient déjà en pays ennemi. Barcelone, par force, restait calme; ses magistrats ayant refusé le serment à Joseph étaient conduits à la forteresse de Montjuich et se faisaient acclamer en traversant les rues de la ville en grand costume; les habitants émigraient pour rejoindre le gouverneur don Mariano Alvarez qui battait l'estrade dans la campagne avant de s'enfermer dans Gironne. Tortose était soulevée. Lérida se déclarait pour Ferdinand à la voix de son évêque Jeronimo Maria de Torrès, et levait un corps de miquelets sous les ordres du colonel Baget. A l'île de Minorque, le marquis de Palacio organisait la résistance.

Tout cela devenait significatif; d'autres avertissements allaient se faire entendre de plus près. Les corregidors d'Aragon, ayant témoigné quelque hésitation devant l'effervescence des faubourgs, avaient été massacrés; les *Cortès* provinciales se rassemblaient; des bandes de volontaires sortaient de Tudéla avec le marquis de Lazan; sans doute, à la première mitraille, ils tournaient les épaules et se faisaient poursuivre à Mallen et à Épila; mais Saragosse fermait ses portes, soutenait un siège meurtrier et la province entière devenait inhabitable pour nous. Afin de maintenir, relier, coordonner ces agitations bruyantes, des forces organisées ne manquaient pas : environ 50,000 hommes de troupes régulières tenaient çà et là garnison en Espagne (1).

(1) Le roi Joseph donne ce chiffre dans ses *Mémoires* (t. IV, p. 300). Beauharnais le fournit également à Champagny (Rapport du 13 octobre 1807),



Le brigadier Blake en commandait une partie dans la Galice; en Andalousie, appuyé au camp de Saint-Roch, le lieutenant général Castaños groupait un corps bien encadré par les régiments suisses de Reding; une dizaine de bataillons se trouvaient du côté de Murcie et de Valence; à Valladolid le vieux La Cuesta doublait avec les contingents des provinces de Léon et de Zamora les compagnies résidant en Castille. Ces dernières barraient la route de Madrid et arrêtaient Joseph parvenu à Burgos. — Bessières n'avait qu'une petite armée sous la main; il n'hésita pas cependant. Il s'avança sur Medina de Rio Seco où la Cuesta avait pris position; les gardes wallonnes et les bataillons d'infanterie soutinrent le choc avec assez de résolution; mais les cavaliers de Lasalle sabrèrent des bandes indisciplinées qui ne tinrent pas pied;

spécifiant 50,000 disponibles sur un effectif de 123,000 hommes ayant 432 officiers généraux et plus de 2,000 colonels. — Un état « des forces effectives de l'année permanente » au mois de mai 1808, dressé en 1821 par la section d'histoire militaire du dépôt de la Guerre à Madrid, atteint un total bien supérieur (131,000 hommes); mais il faut tenir compte de l'absence du corps de la Romana, du total des milices provinciales (30,000 hommes), des congés, des désertions, des maladies, etc. Voici ce tableau :

TROUPES	BATAILLONS	ESCADRONS	OFFICIERS	HOMMES	CHEVAUX
Maison royale.....	6	6	264	7.284	1.117
Infanterie de ligne.....	105	»	2.450	44.398	»
— étrangère.....	24	»	700	12.983	»
— légère.....	12	»	492	13.655	»
Milices provinciales.....	51	»	1.887	30.531	»
Cavalerie de ligne.....	»	60	495	7.232	4.707
— légère.....	»	60	468	7.208	4.819
Artillerie.....	»	»	292	6.679	317
Ingénieurs.....	»	»	174	1.049	»
<b>TOTAL GÉNÉRAL.....</b>	<b>198</b>	<b>126</b>	<b>7.222</b>	<b>131.049</b>	<b>10.960</b>

On consultera le chapitre sur l'administration militaire dans A. DE LABORDE, *Itinéraire d'Espagne*, IV; et le remarquable tableau que trace du soldat espagnol le général Foy, *Guerre de la Péninsule*, II, 219.



les redoutes furent emportées à la baïonnette. Des Espagnols nous eûmes 6,000 prisonniers, leur artillerie, leurs munitions, leurs bagages. Les Français avaient combattu aux cris de « Vive l'Empereur! Plus de Bourbons » ; remarquant que c'était l'anniversaire de la prise de la Bastille, le 14 juillet (1).

De la pointe de son épée, Bessières pouvait montrer à Joseph le chemin de sa capitale. Le Roi reçut cette bonne nouvelle avec satisfaction, mais sans manifester d'enthousiasme; l'Empereur fit éclater au contraire une joie très vive; il écrivit à son frère de réserver un collier de la Toison d'or au maréchal victorieux qu'il comparait (l'analogie était du reste heureuse) à Berwick après Almanza. Mais Joseph, lorsque lui parvint cette lettre, était déjà sorti de ce Madrid dont on venait de lui ouvrir l'accès et il se crut moins tenu de payer la dette d'un service vieux de quinze jours et devenu inutile. Il restait mal impressionné, perdait ses illusions et le témoignait très crûment à l'Empereur, dans une gradation éloquente : « Les dispositions des habitants ne sont pas bonnes. » (10 juillet.) — « L'esprit est partout très mauvais. » (11 juillet.) — « Personne n'a dit jusqu'ici toute la vérité à V. M. Le fait est qu'il n'y a pas un Espagnol qui se montre pour moi, excepté le petit nombre de personnes qui voyagent avec moi. Je répète à V. M. qu'Elle ne saurait faire assez d'efforts pour pacifier l'Espagne; il faut des troupes et de l'argent. » (13 juillet.) — « On m'affirme que depuis quelques jours à Madrid nos affaires ont empiré de cent pour cent. » (15 juillet.) — « Ma position est unique dans l'histoire : je n'ai pas ici un seul partisan. » (18 juillet.)

A distance, Napoléon répondait bien : « Soyez gai et content. » (Lettre du 14 juillet.) « Ne doutez jamais d'un plein succès. » (Lettre du 21 juillet.) Mais sur place, le moyen?

(1) Lettre de Bessières à l'Empereur, AF IV, 1606.



Pour ramener le sourire, il aurait fallu autre chose que l'entrée dans Madrid. Elle fut sinistre (1).

Le carrosse de Joseph pénétra par la porte d'Alcala pour traverser la ville dans toute sa longueur entre des fenêtres closes et des balcons déserts; l'ordre avait été donné de tapisser sur le parcours du cortège; beaucoup, par dérision, avaient tendu des haillons. Les salves d'artillerie dans le lointain et tout proche les vivats des troupes françaises, formant la haie par honneur et par précaution, rompaient seuls le silence; La Forest écrivait avec philosophie : « L'étonnement était le sentiment dominant et celui-là n'est pas bruyant. » Joseph atteignit le Palais avec un soupir de soulagement. Un groupe d'Espagnols l'attendait au bas du grand escalier; comme on était dans une salle fermée et loin des regards de la foule, les salutations furent plus empressées.

Dès le lendemain, le Roi avait lieu d'écrire encore à l'Empereur : « Cette nuit nous avons eu beaucoup de désertions; l'esprit est aussi mauvais que possible. » Toutefois, il se ressaisit et se mit bravement au travail. Il possédait un Conseil des ministres au complet; sauf un, tous Espagnols dont la presque totalité avait servi Charles IV, voire Ferdinand. Ils revenaient de Bayonne et, ainsi déjà compromis, gardaient leurs intérêts en soutenant le trône nouveau. Par contre, la première autorité du royaume, le seul pouvoir national demeuré debout : le Conseil de Castille, ne cacha pas sa répugnance et son hostilité. Les ministres avaient prêté serment le 21 juillet, les conseillers d'État le 22, le Conseil de Castille éludait toujours; il ne donnait signe de vie que pour offrir à Joseph un cahier de « représentations », et il fallut une lettre de jussion formelle quand il enregistra, en mau-

(1) Le silence et la contenance dédaigneuse des habitants furent d'autant plus frappants qu'on avait cherché à mettre plus de solennité à la cérémonie.  
MIOT DE MELITO, *Mémoires*, t. III, p. 12.



gréant, le texte de la Constitution. L'intendant de la police madrilène avait donné sa démission depuis le mois de juin; don Pablo Arribas accepta ces fonctions délicates; mais les employés subalternes se dérobaient à leur tour. — Joseph ne pouvait attendre l'adhésion des cœurs pour prendre possession. Le 25 juillet on le proclamait roi avec toute la pompe désirable; une coïncidence heureuse voulait que ce fût le jour de la saint Jacques, patron de l'Espagne; mais les circonstances étaient supérieures aux rapprochements ingénieux; le meilleur témoin placé pour bien voir nous dira comment les choses se passèrent.

La proclamation de la royauté a commencé à 5 h. du soir devant le château et a continué, de station en station, jusqu'à la nuit. Le porte-étendard a eu ensuite un splendide repas à son hôtel. Une illumination a clos la journée. Les spectacles ont été ouverts gratuitement. Beaucoup d'argent a été distribué aux pauvres et des rafraîchissements ont été donnés dans les rues. — Dans la nuit d'avant-hier, des billets manuscrits avaient été glissés dans beaucoup de maisons qui, se trouvant sur le passage du cortège, devaient être tapissées en dehors: on menaçait de mort les propriétaires s'ils obéissaient; il y a eu affluence de peuple dans les rues; personne ne s'est permis le plus léger désordre. — Mais que de symptômes de cette peur, de cette défiance d'homme à homme qui dominant constamment! Excepté le duc de Frias, il n'y avait pas de Grands à la suite du porte-étendard. Ils peuvent bien aller se courber au Palais, ils n'osent prendre une attitude devant le peuple. Combien de propriétaires ont attendu la dernière heure pour tapisser, dans la crainte qu'on ne les soupçonnât d'empressement. Combien d'autres ont vite fait enlever leurs tapisseries après le passage du cortège pour ne pas être accusés de s'y complaire. Dans quelques rues on a vu des files entières de maisons dont les habitants étaient bien aux fenêtres, mais se gardaient de mettre le pied sur le balcon, comme si chacun avait craint que son voisin ne le vit sur une ligne avancée. Ces puérils détails peignent l'esprit public (1).

(1) La Forest à Champagny, 26 juillet 1808, vol. 675, fol. 408.



Moins pour lui que pour les autres, Joseph attristé avait souhaité cette mise en scène; si la révolte de ses « sujets » fixait son attention, elle ne l'absorbait pas; son regard se dirigeait plus loin : sur l'Empereur, vers l'Europe. Il avait dans sa capitale quelques-uns de ses représentants; le plus important par le rang et surtout par la puissance de son maître, Strogonoff évitait de se compromettre et donnait le ton à l'hésitation en ne paraissant pas au palais. L'assentiment du Tsar était bien éventuellement acquis; à Bayonne, où Champagny l'avait affirmé à M. de Metternich, un courrier russe apportait l'ordre de reconnaître « tel souverain que l'empereur Napoléon désignerait pour le trône d'Espagne » (1). On ne pouvait se montrer plus large. Toutefois il y a différentes façons d'adhérer à une politique et pour que l'adhésion d'Alexandre fût la bonne, Napoléon préparait l'entrevue d'Erfurth qui devait cimenter l'alliance, délier ses mains et peut-être entraver celles d'autrui. — Metternich, en avisant sa cour, lui conseillait bien la « reconnaissance » du roi Joseph, mais afin de se donner le loisir de terminer les armements de l'Autriche; et ses rapports à Stadion énumèrent en même temps toutes les raisons qui rendent inadmissible à ses yeux l'élévation d'un Bonaparte sur le trône d'Espagne (2).

On devine combien ces acceptations de circonstance, dans la nécessité de gagner du temps et le dessein de ruser, offraient des garanties éphémères; elles ne pouvaient mettre que des paroles réservées sur les lèvres des diplomates embarrassés

(1) Dépêche de Metternich à Stadion, 23 août 1808. *Mémoires*, t. II, 228.

(2) Elle est incompatible avec tous les principes : 1° Les moyens ne sont pas même justifiés par le prétexte d'un droit de conquête. La couronne n'était pas vacante.

2° Rien ne ressemble moins à une abdication volontaire que celles de Ferdinand VII et de Charles IV.

3° On s'est dispensé de faire signer des actes de renonciation aux Infants puînés; il existe donc des droits imprescriptibles sur cette couronne chez plusieurs membres de la famille régnante.



qui en offraient l'hommage à Joseph. Lui, s'en inquiétait; et d'autres soucis l'atteignaient encore, d'autant plus cuisants que moins attendus, car ils venaient d'un Français.

Savary avait entonné un chant de victoire lorsque le frère de l'Empereur fit son entrée à Madrid; mais pour qui veut lire entre les lignes, la lettre du duc de Rovigo est curieuse par ses réticences, ses prétérations et sa satisfaction équivoque. Une fanfaronnade que les événements allaient trop tôt et trop cruellement démentir termine cette épître triomphale dont la date est à noter : 20 juillet 1808. — A la même heure du même jour, Dupont négociait la capitulation qui rompait le charme de la victoire depuis si longtemps attaché à nos aigles. — Voici comment parlait Savary : « Sire, nous venons de mettre le roi d'Espagne sur le trône. Notre cortège était si beau qu'il a rempli la population de Madrid d'étonnement qu'on prendra peut-être pour de l'approbation. En dépit de tous les bruits de la malveillance répétés par les tâtonneurs, le Roi occupe le trône que Votre Majesté lui a donné, et personne ne l'en fera descendre. »

Joseph s'était plaint, dès la première heure, de son encombrant et brutal compagnon. D'un ton ferme et noble, sa lettre a de la hardiesse dans la forme; et quand Napoléon s'en moquera comme « d'une page de bavardage », il témoignera son embarras de répondre sérieusement à de justes plaintes autrement que par la raison du plus fort :

Que Votre Majesté me dise nettement quels sont mes rapports avec le général Savary. Est-ce moi ou lui qui a le droit de commander? Je suis assez intéressé au succès de toutes ces affaires, et je le suis plus que personne. Les positions équivoques ne sont pas dans mon caractère, et j'ose dire que je ne mérite pas d'être mis dans une fausse position... Je puis avoir des conseillers, mais non des maîtres, en Espagne. Le général Savary est moins propre qu'un autre à commander à Madrid. Il y a rempli des fonctions pénibles, il a été chargé d'une mission qui le rend odieux. Votre Majesté



fera ce qu'Elle voudra; mais la tempête est trop forte pour que je me perde par des ménagements qui ne sont pas de saison (1).

Savary ne demeura pas en reste de récriminations :

SIRE,

Madrid, le 27 juillet 1808.

Depuis l'arrivée du Roi tout va de mal en pis, et il faut que le mal soit aussi grand qu'il l'est pour que je me détermine à en donner avis à Votre Majesté, afin qu'Elle ne perde pas un instant à y apporter remède.

Dans un Conseil où le Roi était avec plusieurs officiers généraux et ministres, il s'expliqua ainsi : Je ne puis pas faire la guerre à chaque village d'Espagne, ou je dois renoncer à y régner, il faut donc que j'emploie la persuasion et un peu de cajolerie; alors il faut que je me serve d'hommes et d'instruments qui, en même temps qu'ils me conviennent, peuvent plaire à ce pays que je cherche à calmer. A la suite de ce Conseil, il me fit entrer avec le général Belliard et nous parla ainsi : « L'Empereur croit tout ceci en bien meilleur état, et je vois qu'il n'y a même pas un neutre en Espagne, que tout y est contre nous; cela se conçoit, en France la Révolution s'est faite par des Français, elle a eu un grand parti, ici elle ne plaît pas, n'a aucun partisan, et de plus elle est faite par des étrangers; à ce seul nom tout se met en armes. Ici je ne trouve rien pour moi que l'armée française, il faut donc que j'essaie d'employer d'autres moyens, il faut chercher à leur plaire. »

« Bessières demande de la cavalerie, envoyez-lui les mameluks, qui sont odieux ici. » (En conséquence, ils sont partis le même soir.)

Et en me portant la parole, le Roi a ajouté : « De même pour vous, général Savary, l'Empereur me l'a dit lui-même, qu'il convenait qu'il vous faisait jouer en Espagne un triste rôle, mais qu'il avait le projet de vous rappeler incessamment auprès de lui; vous avez ici trop d'ennemis pour m'y être utile comme souverain, c'est un malheur qui ne doit rien vous faire, mais il faut aussi que vous partiez; s'il se présentait une circonstance favorable il faudrait en profiter. D'ailleurs j'attends Jourdan incessamment,

(1) Joseph à l'Empereur, 19 juillet 1808.





je suis accoutumé à lui et lui à moi. Ensuite j'ai Saligny (1), c'est tout ce qu'il me faut. »

Le Roi ne m'a rien dit de désobligeant de sa part, mais il parlait d'après sa politique, et dans le fait il lui faut ici un homme qui attire à lui les Espagnols, dont il est si important qu'il se serve promptement, ou bien la frayeur de l'insurrection les éloignera. Les maréchaux Jourdan et Moncey feront très bien cette affaire.

Il m'a été impossible de trouver deux aides de camp espagnols qui sont indispensables dans cette circonstance, et il n'y a pas un général de l'armée qui n'en ait un. Au reste je n'y puis rien, mon devoir a été rempli.

Joseph, volontiers homme d'intérieur, se renfermait dans sa tour d'ivoire. Il aimait son intimité et attachait du prix à ses entours; aussi les avaient-il composés avec soin pour que les noms de la Grandesse y vissent figurer avec éclat; ces titres mêmes à ses yeux veulent dire quelque chose : ils représentent l'histoire de l'Espagne. Toutefois il fallait ici prendre garde et déjà cacher les défections : *Habe me excusatum*; comme chez les conviés de l'Évangile, les refus se succèdent; et ayant parcouru les rues et les places les racleurs n'amènent à Joseph que des aveugles et des boiteux. Parmi ces Espagnols vraiment ralliés, de qualité et de quantité contestables, le plus bruyant et le plus emphatique c'était peut-être Llorente. Plus tard son *Histoire de l'Inquisition* lui donna un nom dans la littérature et l'attrait du sujet fit passer sur l'insuffisance de l'auteur; dès 1808 il battait monnaie avec ses prétendues révélations. Sa notoriété engage à donner de lui deux billets inédits, caractéristiques du personnage et des circonstances; ce sont des lettres originales à M. de Champagny, il en faut respecter le style comme l'orthographe :

(1) Neveu par alliance et aide de camp de Joseph Bonaparte, créé par lui à Naples duc de San-Germano et capitaine des gardes.



Madrid, 27 juillet 1808.

J'ai l'honneur Mgr, de communiquer à V. Exc. mon arrivée avec mon Roi pour témoigner ma reconnaissance aux honnetetés que V. E. a eu la bonté de me dispenser continuellement pendant mon séjour à Bayonne. Puis-je réussir à occasionner d'en donner des preuves effectives. — Cependant, je prie V. E. d'accepter un exemplaire des cinq volumes publiés de mon ouvrage écrite par l'ordre du gouvernement ancien (1), avec l'objet de préparer l'opinion publique à recevoir, sans scandale des provinces exemptes, l'uniformité de législation si désiré, à présent heureusement établi dans notre précieuse Constitution, grâce au grand Napoléon. — Quand les 3 volumes qui restent seront publiés, j'aurai l'honneur de diriger à V. E. l'exemplaire par l'intermède de M. Dubois, chanoine de Bayonne, qui aura le soin de passer les uns et les autres dans les mains de V. E. J'ai l'honneur...

Jean-Antoine LLORENTE (2).

Madrid, 28 juillet 1808.

EXCELLENTISSIME MONSEIGNEUR,

Le roi m'a nommé Conseiller d'État; Je crois que cette grâce provienne des idées que V. E. a eu la bonté de donner à l'égard de moi; et par cela, je vous rend les grâces les plus sincères, et j'assure avec tout mon cœur que ma reconnaissance aux faveurs reçues de V. E. sera éternelle. J'aurai la complaisance la plus intime si je puis prouver effectivement que je parle le même que je pense en mon amme. — Enfin je serai toujours, Mgr de V. Exc. serviteur très reconnaissant et très humble,

Jean-Antoine LLORENTE (3).

(1) *Notices historiques sur les provinces d'Alava, Guipuzcoa et Biscaye*, 5 volumes in-4°. Elles n'ont pas l'actualité que leur attribue Llorente, mais, en revanche, on trouve de lui des projets, en espagnol et en français, sur une réforme de l'Église d'Espagne. AF IV, 1609, pièce 294.

(2) Vol. 675, fol. 405.

(3) *Id.*, fol. 417.



Un autre appoint plus sérieux avait été fourni par Cabarrus. Joseph, en ses *Mémoires*, l'oublie dans la liste de ses ministres, ce en quoi il a tort et se montre ingrat. Cabarrus était fort au courant de l'Espagne, où il avait dès longtemps appliqué ses connaissances financières. Comme il se piquait aussi de bel esprit, il crut bon d'entreprendre une campagne politico-littéraire; il prit la plume et répandit de petites brochures : *Considérations d'un Espagnol à ses concitoyens*. — La Forest estimait avec raison cette initiative peu heureuse et de mauvais goût (1); il n'y voyait d'autre avantage que de compromettre tout à fait Cabarrus et de le sortir de la « circonscription » (circonspection sans doute) « si longtemps observée par le bord auquel l'auteur appartient » (2).

Une propagande écrite ne pouvait gagner beaucoup d'adhérents chez un peuple non point d'illettrés, mais de gens obstinés à ne pas lire; — une seule classe était susceptible, à l'occasion, de la goûter, de la comprendre : les petits bourgeois, les petits magistrats de la ville. On y attacha cependant quelque espérance et, dès le printemps, on imprimait à Bayonne, aux frais de la cassette de l'Empereur, une *Gazeta* destinée à répandre la bonne nouvelle française par delà les Pyrénées. Si les brochures n'étaient pas lues, si les journaux ne pouvaient être distribués, les lettres ne parvenaient pas davantage à leur adresse, les cour-

(1) Vol. 675, fol. 314 à 319. Bien plus encore trouve-t-on ces défauts dans une série de lettres supposées (à la manière des narrations épisodiques du *Don Quichotte*) entre « le curé de Bilberte », « l'agent de Madrid », « l'étudiant de Boulogne », le « propriétaire de Bilberte », sa fille Sinforosa; — tous personnages très médiocres de pure invention. — Il y a là une singulière et puéride histoire de la « jeune espagnole au couvent »; mais tout ceci ne rappelle que de très loin Diderot aussi bien que Cervantès! — Cabarrus prétendait donner l'éveil sur les dangers sociaux des révoltes populaires et fournir une apologie de la Constitution de Bayonne. De ces brochures rarissimes on retrouve le texte par fragments aux Archives des affaires étrangères, vol. 676, fol. 127, 145, 227, 313.

(2) Lettre à Champagny, 25 septembre 1808, vol. 676, fol. 364.



riers se trouvant arrêtés sur les routes mêmes où s'étendaient une chaîne de postes militaires : ici des brigands, là des paysans, plus loin des déserteurs, partout des révoltés surgissaient à point nommé pour couper les communications en pillant les diligences. Voyager isolément sur les grands chemins devenait impossible et l'on ne trouvait pas de guide, à prix d'or; Joseph en avait fait la lamentable expérience. Des officiers rompus à la discipline, habitués aux lois de l'honneur pouvaient bien encore se traiter en adversaires courtois et jouer à la chevalerie, mais déjà on sent percer, sous les mots de leurs correspondances et des cartels qu'ils s'envoient, la pointe du stylet plus que la lame de l'épée; après la défaite de Rio Seco, Joachim Blake vaincu écrivait à Bessières vainqueur :

MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

Je remercie V. E. de l'humanité avec laquelle, elle m'assure avoir traité et devoir traiter dans la suite les prisonniers Espagnols; et de mon côté je l'assure que les français ne méconnaîtront pas la générosité espagnole.

Il importe à V. E. et à moi de bannir de nos armées la férocité qui ne convient pas aux vrais braves. Tels sont je crois les principes de V. E. d'après sa réputation. Et je suis certain que V. E. appréciera la franchise avec laquelle je lui déclare ne jamais reconnaître d'autre souverain que don Ferdinand de Bourbon, ou ses héritiers légitimes; et s'il était possible que cette famille infortunée vint à s'éteindre entièrement, je ne reconnaitrais pour souverain que le peuple espagnol légalement représenté par des Cortès générales. — Cette façon de penser n'est pas seulement la mienne, c'est celle de toute l'armée et de la nation entière, à l'exception d'un petit nombre d'hommes qui ne se gouvernent que par les sentiments d'un égoïsme intéressé.

Les lumières reconnues de V. E. me sont un sûr garant qu'elle ne se trompe pas sur la soumission forcée des peuples réduits par les troupes françaises, et qu'elle la considérera sans esprit de parti. Que l'Empereur se détrompe; et s'il est vrai



qu'il soit doué d'un esprit philanthropique, qu'il renonce au projet de subjuguier l'Espagne; que ses succès particuliers soient les mêmes, il est de toute évidence que son frère ne régnera pas, ou ne régnera que sur des ruines désertes, et arrosées du sang des troupes qu'il destine à cette infâme entreprise.

Malgré l'aversion que m'inspire la cause que V. E. défend, je l'assure de la haute considération que méritent ses éminentes qualités personnelles.

*Le général en chef de l'armée de Galice,*

Joachim BLAKE (1).

Les faits répondent trop bien aux paroles; dans la pratique, c'est moins la guerre que le saccage, moins la bataille que le massacre. Écartons dans les deux camps les témoignages passionnés; voici celui d'un agent secret de la police française, résidant depuis six mois à Barcelone; il n'est pas suspect de complaisance espagnole, il trace ainsi au ministre un tableau des misères de la Catalogne :

... J'ai vu des officiers français qui avaient combattu à Austerlitz et à Iéna s'indigner d'être forcés de remporter ces faciles succès, mais le général et les soldats italiens veulent s'en servir... — La semaine dernière, le riche village de Mataro a été livré au pillage et à l'incendie. Les religieuses ont été livrées à la brutalité du soldat napolitain. — Ces détails sont vrais, malgré le certificat contraire que les menaces ont obtenu. La femme d'un habitant bien connu pour sa tranquillité et sa probité, restée seule à la maison, offrit à la troupe italienne tous les secours en son pouvoir. Elle est massacrée en se défendant contre les derniers outrages et sa maison pillée. — Hier dimanche, j'ai vu sur la promenade publique porter ouvertement le fruit de la rapine. Des officiers italiens portaient à leurs doigts, montraient à ceux de leurs femmes les diamants qui avaient été leur partage. On nomme le magasin où le général de cette division a pris son lot.

Un malheureux soldat français, en plein jour, tombait sous le

(1) 24 juillet 1808, AF IV, 164, 1<sup>er</sup> dossier, n° 172.



poignard d'un charretier catalan qu'il voulait obliger à faire un service requis et payé; un autre soldat venge à l'instant sur l'assassin la mort de son camarade et est lui-même poignardé par un autre furieux, sous les baïonnettes des soldats du corps de garde. — Dans un village voisin, huit soldats trouvaient dans le vin qu'ils avaient sous la main du poison que des brigands y avaient jeté en partant.

Si cette guerre devait durer sous les auspices sous lesquels elle a commencé, elle deviendrait bientôt un enchaînement d'horreur et de forfaits particuliers. J'ai frissonné d'entendre dans le salon d'un négociant français menacer que S. M. ferait de l'Espagne un vaste cimetière. — Heureusement cette doctrine de pillages et d'atrocités a déjà révolté les bons Français qui craignent d'en partager les torts. Je serai peut-être le seul par lequel il pourra parvenir jusqu'à S. M. quelque notion de ce qui s'est passé à ce sujet à l'état-major. J'ai cru de mon devoir de mettre V. Exc. à portée de juger s'il convient au service de S. M. d'être instruite que des généraux français se sont prononcés avec indignation contre ce système...

Cette lettre parviendra en France par un bâtiment sous pavillon américain qui emmène beaucoup de gens timides qui retournent en France malgré les mille dangers de la mer (1).

Au milieu de ces passions déchainées deux actes simultanés vinrent matérialiser toute la politique soit de Napoléon, soit de Joseph vis-à-vis de l'Espagne : un décret impérial (22 juillet) décidait la création d'une grande route de communication entre Paris et Madrid par Pau, Oloron et Saragosse; — un manifeste royal (23 juillet) accordait une amnistie. Le premier prétendait affermir le contact régulier comme il sied de vainqueur à tributaire; le second ne comptait gagner ses sujets que par une indulgence timorée. — A tous deux une grande déception répondit.

(1) Dépêche chiffrée de Blanchet à Champagny, 8 juillet 1808, vol. 675, fol. 332 à 334.



## IV

Le général Dupont formait l'extrême pointe de la conquête. C'était, en fait de vaillance, un chef ayant fourni ses preuves à Marengo, Pozzolo, Hasbach, Diernstein, Halle et Friedland (1). A l'automne de 1807, il commandait trois fortes divisions qui, sous le nom bizarre de « Corps d'observation de la Gironde », étaient destinées à porter éventuellement du renfort en Portugal si les Anglais débarquaient des troupes nouvelles à l'embouchure du Tage. Dans les derniers jours de l'année, il reçut l'ordre de faire un pas en avant, et il entra en Espagne. Dire qu'il y trouverait le bâton de maréchal, la prophétie eût paru trop facile.

Pendant les mois d'hiver, ce fut une marche paisible; quartier général à Vittoria, puis à Valladolid, où l'on mena aux frais des habitants une vie assez plantureuse. La troupe était médiocre, jeunes soldats non instruits de la classe anticipée de 1808, qui n'avaient jamais tiré un coup de feu même devant une cible; la cavalerie paraissait meilleure, bien que composée d'éléments disparates. Le général Belliard, en la voyant traverser Madrid, appelait cette armée « une pétau-dièrè », il louait cependant le soin de Dupont à former ses recrues. Quand la résistance régulière partit de Séville, l'Empereur ordonna de marcher contre elle, fixant Cadix pour but lointain. Sorti de Tolède, en gardant l'allure d'une troupe alliée en marche, Dupont s'avancait avec des effectifs réduits

(1) Pierre Dupont de l'Étang (1765-1840). Aide-de-camp du général Dillon (1792). Général de brigade (1793), de division (1797). Comte de l'Empire (1808). Privé de ses grades (1812). Ministre de la Guerre (1814). Député de la Charente (1815-1830). Retraité (1832).



à une dizaine de mille hommes. S'il paraissait téméraire de mettre entre Madrid et lui les défilés de la Sierra, la pensée de retrouver et de s'incorporer l'appoint de trois régiments suisses en garnison dans l'Andalousie encourageait sa confiance ; mais ces trois régiments demeurèrent sous le drapeau espagnol et leur fidélité, qu'on eût dû prévoir, aggravait l'imprudence où les ordres de Bayonne jetaient le général français (1). Toute l'Andalousie s'agitait, en effervescence : 40,000 paysans s'enrôlaient, de vieux officiers quittaient leur foyer pour exercer les laboureurs ; on voyait de paisibles bourgeois monter la garde autour des canons, on réunissait des fusils, on fabriquait des piques ; les réquisitions fournissaient chevaux et mulets.

Le 7 juin, dès le point du jour nos tirailleurs abordaient le pont d'Alcolea, dont les vingt arches de marbre noir sont au milieu des roseaux le passage de la rive gauche à la rive droite du Guadalquivir ; les grenadiers espagnols se firent hacher par la garde de Paris sur la barricade ; mais la troupe indisciplinée des volontaires d'Etchevari s'enfuit des hauteurs malgré les efforts de son chef ; notre cavalerie et les marins de la garde achevèrent la trouée. Avant deux heures de l'après-midi nous arrivions, toujours courant sur cette route poussiéreuse, en face de Cordoue. A notre approche la fusillade crépita derrière les créneaux du rempart, mais à notre sommation les murailles se dégarnirent ; ce fut toute la résistance extérieure (2). Comme la porte où avait frappé

(1) Il ne se faisait pas trop d'illusion sur la position anormale des troupes de son commandement puisqu'il écrivait à Vedel, dès le 23 mai, avec une certaine ironie : « Mes divisions vont se trouver à une belle distance : l'Escurial, Tolède et Cadix ! »

(2) Ces détails paraissent s'éloigner des récits habituels des historiens ; je les emprunte au journal manuscrit d'un Espagnol, témoin des événements, qui se trouve à Cordoue, à la bibliothèque de l'Ayuntamiento, *Annales de la Ciudad de Cordoba* par Don Luis Maria RAMIREZ.



nos boulets ne se renversait pas, le major Teulet envoya des sapeurs qui en eurent raison à la hache. Les tambours battirent la charge et l'on entra en tirillant. Les rues étaient balayées par la mousqueterie et si des femmes furent atteintes c'était aux fenêtres. Un individu nommé Pedro Moreno ajusta le général Dupont et tua son cheval; il fut fusillé dans sa demeure avec tous les siens, sauf une jeune fille qu'un sergent français fit évader par compassion.

Grisés de l'odeur de la poudre et bientôt des fumées du vin, car ils pénétraient dans les maisons et les caves, baïonnette haute, les vainqueurs ne se connaissaient plus : si la lutte cesse, l'orgie continue. Dupont fait battre la générale pour rallier les hommes; ils répondent plus ou moins à l'appel et se débandent encore. On établit deux camps en dehors de la ville, mais les portes sont encombrées de maraudeurs qui rentrent. On envoie des patrouilles, elles se mêlent aux pillards. On place des sauvegardes, elles rançonnent leurs hôtes (1). La discipline ne se rétablit qu'au bout de vingt-quatre heures, le 8 juin au soir, quand un ordre du jour de Dupont menaça des conseils de guerre, fit restituer au Haras royal les chevaux qui avaient tenté les cavaliers mal montés et prescrivit la visite des sacs, ce qui mécontenta fort les soldats. Le surlendemain on régularisait la prise des caisses publiques; le payeur Plauzoles (un honnête homme à qui plus tard Napoléon confiera la garde des diamants de la couronne) reçut des mains du commissaire des guerres, Lacombe, environ 300,000 francs qui furent employés à la solde de l'armée; le corregidor de Cordoue était présent, et on lui remit une décharge officielle. Il y avait en outre à l'archevêché une caisse de souscriptions patriotiques : 350,000 francs en tout; un état du général Legendre donne

(1) « Il eût fallu un officier près de chaque soldat pour l'empêcher ». *Mémoires du général de Reiset*, alors aide de camp du général Privé.



le détail de 255,540 francs distribués, selon le droit de la guerre, en larges gratifications aux officiers supérieurs, sans que le général Dupont — la remarque n'est que justice, — se soit prévalu pour lui-même d'une lettre ministérielle du 20 février 1808 qui l'autorisait à toucher 50,000 francs à titre de dépenses secrètes. Ces prises dispensèrent d'établir une contribution de guerre spéciale.

Le choc avait été trop brusque, la vie sociale demeurait arrêtée. Dans les églises fermées ou souillées, les offices sont suspendus, les cloches restent muettes. Les familles terrorisées n'osent plus communiquer entre elles. La cité des Califes, outragée dans sa gloire, demeure farouche dans sa douleur. Pour rompre le charme, le 12 juin, c'était un dimanche, jour de la Trinité, le général Dupont ordonne de célébrer dans la cathédrale une messe militaire solennelle. Cette foule de soldats vainqueurs mais déguenillés présentait déjà un étrange contraste derrière les colonnes de marbre et sous les caissons dorés de la mosquée d'Abd-er-Rhaman; ils s'impressionnaient assez peu de l'harmonie des lignes d'un sanctuaire qui demande plus qu'aucun temple du monde le recueillement du silence; la semaine précédente avait mal préparé les troupes à des cérémonies pieuses; elles y assistèrent irrévérentieuses et bruyantes; le scandale des Espagnols s'en augmenta et se joignit à leur désir de vengeance. Le 16 juin, pour affecter sans doute la sécurité et en imposer aux habitants, Dupont, décidément en goût d'exercices religieux, voulut qu'on n'omit pas la procession traditionnelle de la Fête-Dieu où, derrière le clergé, nos compagnies se trouvèrent seules. — Comme elles rentraient dans leurs cantonnements, à travers les ruelles cailloutées et sinueuses, voilà qu'une rumeur se répand et les gens de Cordoue, invisibles tout à l'heure, s'agitent et se démènent : on affirme que les troupes espagnoles ralliées pendant nos dix jours d'inac-



tion... à Capoue, vont cerner la ville et on les dit nombreuses.

Dupont reconnaît l'urgence de quitter une souricière, puisque les renforts qu'il réclame tous les jours ne paraissent pas (1). Silencieusement, il fait rassembler son monde et n'attend pas la nuit pour reprendre la route de la montagne; détruisant ce qu'il peut du matériel, empilant ses malades sur 250 voitures. Son mouvement est salué des cris de joie des Cordouans; d'abord surpris ils hésitent à croire à cette reculade; puis ils osent nous suivre et, dans les ténèbres, harcèlent les traîneurs; sur la route, des cadavres français mutilés marquent bientôt la trace de la colonne. — Andujar offre la ressource d'établir largement les malades, mais c'est une ville ouverte, commandée par des collines et que l'on peut tourner par des gués. Dupont, sans être très soucieux d'accentuer sa retraite, envoie impatiemment au nord le commandant Baste et quelques marins de la garde pour se relier aux troupes qui doivent lui arriver de Tolède, hier à titre de renfort, aujourd'hui comme un indispensable soutien de communication. — Sur l'ordre de Murat en effet, le général Belliard le 15 juin a mis en route la division Védel qui traverse les défilés, en dispersant les insurgés de garde aux passages. Cela établit tant bien que mal un trait d'union. — Toutefois, à Madrid, Savary, qui commande maintenant, n'ose pas se dégarnir et donne comme unique renfort à Dupont le reste de son propre corps d'armée : les débris de la division Gobert. Départ tardif, marche lente, prescription de n'avancer pas loin et de se maintenir à Andujar. Les instructions venues de Bayonne, qu'il a reçues de l'Empereur par Berthier, abondent d'ailleurs dans ce sens; Napoléon va jusqu'à écrire que

(1) Il savait que les troupes du camp de Saint-Roch s'approchaient avec le général Castaños, et que la flotte de l'amiral Rosilly venait de capituler (10 juin) à Cadix.



« Dupont a plus de forces qu'il n'en faut (1) », « qu'un échec qu'il recevrait serait peu de chose » (2). Il craindrait l'effet moral que produirait son retour du côté de Madrid. Le prince de Neuchâtel, naturellement, renchérit; il voudrait que l'on fasse rentrer Gobert et les « autres petites colonnes ». C'est au reçu de semblables dépêches que le duc de Rovigo, excellent courtisan cependant et admirateur convaincu du génie de l'Empereur, perd patience et écrit tout net : « S'il arrivait malheur au général Dupont, tout deviendrait un problème. *On ne peut pas voir cela de Bayonne.* »

Déjà la situation était bien compromise; et c'est là le tort de Dupont, exécuteur strict sans doute des ordres précis de demeurer à Andujar, mais ordres qu'il aurait pu prendre sur lui de modifier en partie, à mesure que les circonstances variaient sous ses yeux et qu'il demeurait, après tout, responsable de ses actes. En pareilles rencontres, celui qui a raison est celui qui tire, des anomalies qui l'accablent, les conséquences les plus heureuses. Dupont négligea de s'assurer ce bonheur. Lui qui a toujours songé à reprendre l'offensive, se bornera maintenant à tenir « avec la dernière opiniâtreté ». Il en a besoin, car voici qu'au matin du 15 juillet, sur l'autre rive du Guadalquivir, l'armée espagnole est déployée devant lui. Elle tend à gagner la droite pour passer le fleuve au gué de Menjibar, si elle peut; plus loin, s'il est nécessaire, car elle ne craint pas dans sa position d'élargir son mouvement tournant. — Par une aberration, Védel, qui a mission de défendre Menjibar, n'y laisse qu'une garde réduite, et croit devoir aller, à six lieues de là, renforcer Dupont qu'il rejoint après vingt heures de marche, la nuit, par des sentiers affreux, à travers les marais et les ravins. — Contre le bataillon français demeuré au gué de Menjibar, les Suisses de Reding ouvrent un

(1) L'Empereur au roi Joseph, 13 juillet 1808.

(2) Note pour le général Savary, 13 juillet 1808. *Archives de la guerre.*



violent feu de mousqueterie; ils le délogent. Le général Gobert avec 900 fantassins, 200 cuirassiers accourt à la ressource. De trois vallées, 12,000 Espagnols débouchent; on se fusille, on charge, Gobert est tué; son monde recule dans la montagne jusqu'au premier village qui se nomme Baylen; pendant que les Espagnols, de leur côté, se replient parce qu'ils manquent d'eau et sont épuisés (1).

En même temps qu'il comprend l'erreur de rester coûte que coûte à Andujar (2), Dupont voit la faute de Védel; il le renvoie précipitamment reprendre le poste compromis, bien que ses troupes soient harassées au point de dormir debout appuyées sur le canon des fusils. Védel obéit; il atteint le pied de la montagne et Baylen même le 17 juillet à huit heures du matin. Il n'y trouve plus personne : ni les Espagnols qui n'ont osé y monter, ni les Français qui en sont repartis. Hier, il a quitté Menjibar malgré ses ordres, pour faire jonction dans la vallée avec Dupont; aujourd'hui il va quitter Baylen sans instructions, pour faire jonction avec les débris de la division Gobert, repliés vers les hauteurs; il semble hanté par la crainte de demeurer isolé. Il s'éloigne donc encore un peu plus du général en chef et gravit la seconde pente de la Sierra jusqu'à Guarroman; il pousse jusqu'au troisième plateau, à la Caroline. Il prétendait ainsi s'établir solidement contre l'ennemi, dans les gorges. Dupont, à qui il fait parvenir ces renseignements incomplets et ces nouvelles pessimistes (après-midi du 18 juillet), Dupont à ce coup voit la sûreté de ses

(1) *Journal du général don Juan Bouligny*. AF IV, 1606, 5<sup>e</sup> dossier, pièce 47.

(2) Dans sa dépêche à Vedel (17 juillet, 11 heures du matin), Dupont écrit : « ... L'essentiel n'est pas de garder Andujar, mais de battre l'ennemi et de rester maître de nos communications. »

C'est le texte fourni par le colonel CLERC (*Capitulation de Baylen*, p. 171). — Citant cette même dépêche, le colonel TITEUX (*Le Général Dupont*, t. II, p. 432) omet précisément le mot sur Andujar, ce qui rend le sens moins précis sans le modifier.



communications vraiment compromises; il ordonne immédiatement le départ d'Andujar, mais à la nuit seulement, afin d'éviter de donner l'éveil comme il est advenu à Cordoue. Pendant les quelques heures qui lui restent, il prépare en grande hâte l'évacuation de 1,500 blessés ou malades, il barricade derrière lui le pont du Guadalquivir n'osant le faire sauter, place ses ambulances, ses bagages et son parc au milieu de la colonne et assure son arrière-garde par la compagnie de marins. — Cette longue file occupait l'espace d'environ dix kilomètres. L'allure était très pénible; la nuit orageuse, sans un souffle d'air, laissait les hommes hors d'haleine et les chevaux ruisselants. Vers trois heures du matin, les éclaireurs de l'avant-garde se heurtaient dans l'obscurité à des sentinelles ennemies sur le pont du Rumbiar.

Celles-ci étaient là depuis la veille; elles appartenaient au corps du général Venegas, à la division Reding qu'appuyait la division Coupigny. Comme ils se préparaient à marcher de l'avant, les Espagnols se trouvaient sous les armes malgré l'heure matinale; leurs chefs, déjà en conférence, furent vite d'accord pour les étager en trois échelons sur les collines boisées qui dominant la route. On n'eut qu'à tourner la gueule des canons pour les mettre en batterie contre nous. Sur un petit espace, gardant l'avantage de la position, l'autorité écrasante du nombre (25,000 Espagnols contre 7,000 Français), la ligne ennemie présentait une forme circulaire qui laissait peu de prise à l'attaque. Des deux côtés, les trompettes de cavalerie sonnèrent la charge, un engagement à l'arme blanche entama l'affaire. Pendant ces courts instants les sections françaises accéléraient l'allure, se déployaient dès qu'elles avaient franchi le pont malgré les zigzags d'un chemin qui a quatre coudes successifs; le soleil se trouvait déjà haut quand elles débouchèrent sur le champ de bataille, haletantes d'une nuit sans sommeil et d'une marche précipitée. Dupont, au fur



et à mesure de leur arrivée, les faisait filer sur le centre et d'un élan énergique les lança contre les maisons de Baylen. Les dragons du général Privé s'étaient montrés admirables; les cuirassiers enfoncèrent les escadrons du régiment de Farnesio, mais au prix de la moitié de leur effectif. Les colonnes d'attaque d'infanterie s'avancèrent jusqu'à 300 mètres des canons ennemis, mais les feux de peloton les décimèrent. Arrivés les derniers, les marins de la garde étaient portés, en renfort, tantôt à droite, tantôt à gauche, partout le nombre les écrasait. Les *garrochistas*, escadron de volontaires, cavaliers consommés, armés de la lourde lance dont se servent les bouviers andalous quand ils veulent renverser les jeunes taureaux pour les marquer au fer rouge, frappaient nos petits fantassins comme le picador dans la plaza ensanglantée abat et perce une bête épuisée. Dupont voulut tenter une diversion par des sentiers de chèvres; il y réussit un instant; du haut des bois d'oliviers la fusillade nous fit déloger. En vain pour ranimer l'énergie, il fait présenter devant le front de bataille deux étendards espagnols que les dragons ont enlevés. « Vive l'Empereur! » crient machinalement quelques hommes; ces trophées de leurs prouesses n'excitent plus leur ardeur à les renouveler. La soif étreint la gorge, et les conscrits, noirs de sueur, de poudre et de poussière, s'affalent sur les gazons brûlés.

Dupont vient de recevoir une balle dans les reins. La vraie blessure, c'est le désespoir de se sentir cerné; il espère et attend Védel qu'il croit tout proche, Védel qui lui ouvrira un passage, s'il prend l'ennemi à dos. Cependant le temps s'écoule et nul secours ne paraît; comme il est impossible que la canonnade ne parvienne pas en écho dans la Sierra à travers les gorges, le général conclut que son lieutenant est fort éloigné. La lassitude d'une journée caniculaire accable les deux adversaires; la mousqueterie s'affaiblit; à cette trêve, les compagnies suisses qui marchent avec nous vont silen-



cieusement rejoindre, de l'autre côté, leurs camarades du régiment de Reding et désertent la mauvaise fortune. Cette débandade achève la démoralisation. Il n'y a plus de combattants, mais des maraudeurs qui cherchent en désespérés un ruisseau pour étancher leur soif. Le combat avait commencé à trois heures et demie du matin (1), il était midi (2), le quart des hommes engagés jonchait la plaine. Dupont, blessé, énervé, inquiet à la pensée de voir déboucher d'un moment à l'autre derrière lui Castaños qui le prendra entre deux feux, se trouble et frémit; il envoie le capitaine de Villoutreys, qui joint au prestige d'être écuyer de l'Empereur le mérite de parler l'espagnol, vers le général Reding, afin de tenter de suite le meilleur accommodement. Une suspension d'armes c'est une dernière chance, elle peut sauver bien des choses; son parlementaire va la demander aux Espagnols que cet aveu d'impuissance étonne, enchante et enivre. Déjà ils ne parlent plus d'armistice mais de reddition, les plus acharnés crient : « A discrétion ! »

Pendant que l'on part sur la route de gauche chercher Castaños afin de débattre les conditions, sur la route de droite arrive enfin Védel qui, réveillé le matin au bruit du canon, a mis cinq heures pour faire douze kilomètres et gaspillé son temps en haltes inopportunes. Il trouve entre ses camarades et lui un obstacle imprévu : le corps du général Reding fermant la boucle de l'anneau qui enserre Dupont; les officiers espagnols lui annoncent des pourparlers; il n'y veut pas croire et enlève un de leurs bataillons; ils crient, un peu brusquement, à la trahison. Dupont, averti, conclut que cette reprise d'hostilités compromet la négociation en cours, question de vie ou de mort pour lui; il fait dire à Védel

(1) *Journal de don Juan Bouligny*. A. F. IV, 1606.

(2) Lettre de Dupont à Savary, 22 juillet 1808. A. F. IV, 1606, 5<sup>e</sup> dossier, pièce 51.



sa détresse et lui prescrit de demeurer en repos. Son subordonné a dû reconnaître le bien fondé des ordres de son chef, car, par la route demeurée libre derrière lui, il ne s'échappe pas. S'il peut encore tenter une lutte, il croit qu'elle sera sans issue heureuse, et il calcule qu'il ne sauvera pas plus de 1,500 hommes de sa division en face de milliers d'ennemis postés dans ces défilés. Il acquiesce donc aux conditions qui lient son sort à celui de Dupont, lequel lui ordonne formellement de reprendre ses positions de la veille au soir « pour ne point gâter tout ce qui était déjà fait ».

Pendant deux jours entiers, — 20, 21 juillet, — dans une auberge à mi-chemin sur la grande route d'Andujar, on discute. Dupont qui semble éperdu a envoyé comme négociateur le général de brigade Chabert qu'accompagne le capitaine de Villoutreys, très remuant et empressé. — Il a prié de se joindre à eux un personnage que sa mauvaise étoile a conduit sur ce théâtre de malheur : M. de Marescot, inspecteur général du génie (1). « Personne, lui dit-il, n'est plus en état que vous d'adoucir notre sort. » — En effet, Marescot connaît Castaños, sa valeur militaire est indiscutable, son impartialité sera plus libre puisqu'il n'a pas pris part aux opérations de Dupont, enfin, il est *persona grata* auprès de Napoléon, qui l'apprécie depuis le siège de Toulon, vient de le nommer comte de l'Empire, et d'accorder une place de dame du Palais à sa femme, parente de l'Impératrice. Le général Marescot tout d'abord a décliné cette commission si pénible pour un officier français ; enfin, justement parce qu'on lui fait remarquer qu'il

(1) Armand Samuel de Marescot (1758-1832), capitaine du génie avant la Révolution. Se distingua aux sièges d'Anvers, Lille, Toulon, Maubeuge, Landrecies, Maëstricht. Général de division (1794). Premier Inspecteur général du génie (1800). Envoyé pour examiner les places fortes d'Espagne, il se trouva par hasard « témoin » à la signature de la capitulation de Baylen ; destitué sans cause et emprisonné sans jugement (1808) ; rétabli dans ses grades par Louis XVIII ; appelé au service par Napoléon lui-même aux Cent-Jours. Pair de France (1819). Membre de l'Académie des Sciences,



est plus indépendant puisqu'il ne fait pas partie de l'armée qui vient d'envahir l'Andalousie, il se dévoue et accepte le rôle de « témoin ». — Castaños étale des exigences, soutenu, excité par les commissaires de la Junte de Séville : le comte de Tilly et don Ventura Escalante, accourus à la curée des vaincus, comme les corbeaux après le combat.

La détresse des Français augmente d'heure en heure l'audace des Espagnols que tout vient servir à souhait : la disette qui commence, la température qui s'accroît, le temps qui s'écoule. Voici un dernier coup : des paysans ont arrêté dans la montagne un cavalier français isolé : c'est M. de Fénelon, officier d'ordonnance de Savary, les dépêches dont il est porteur révèlent que loin de pouvoir secourir l'armée de Dupont, Madrid, dégarni et menacé, attend avec impatience le retour des troupes engagées dans l'Andalousie. Dès lors Castaños prétend ne plus lâcher cette proie précieuse, sachant quel double intérêt il tient dans sa main ; à un adversaire démoralisé il refuse toute autre chose qu'une capitulation pure et simple. Les termes en sont arrêtés :

Les troupes françaises sous les ordres du général Dupont sont prisonnières de guerre ; la division Védel et les autres troupes françaises en Andalousie exceptées (1). (Art. 1<sup>er</sup>.)

Elles conserveront généralement tous leurs bagages et pour éviter tout sujet de trouble pendant la marche, elles remettront leur artillerie et autres armes à l'armée espagnole, qui s'engage à les leur rendre au moment de leur embarquement. (Art. 3.)

Elles sortiront de leur camp avec les honneurs de la guerre, chaque bataillon ayant deux canons en tête, les soldats armés de leur fusil. (Art. 4.)

Les troupes du général Védel, ne devant pas déposer les armes, les placeront en faisceaux sur leur front de bandière. (Art. 5.)

Elles se rendront à San Lucar par journées d'étapes, avec les séjours nécessaires, pour y être embarquées sur des vaisseaux avec

(1) Védel acquiesça au traité qui le comprenait dans la capitulation par une lettre du 21 juillet. Général DE ARTECHE, t. IV ; colonel TITEUX, t. II, p. 536.



équipages espagnols, et transportées en France au port de Rochefort. (Art. 6.)

L'armée espagnole assure leur traversée contre toute expédition hostile. (Art. 7.)

Messieurs les officiers conserveront leurs armes et les soldats leurs sacs. (Art. 8.)

Logements, vivres et fourrages seront fournis sur le pied des troupes espagnoles en temps de guerre. (Art. 9.)

Les officiers généraux conserveront chacun une voiture et un fourgon; les officiers supérieurs une voiture, sans être soumis à aucun examen. (Art. 11.)

Les voitures prises dans l'Andalousie seront examinées par M. le général Chabert. (Art. 12.)

Les blessés et malades seront traités avec le plus grand soin, et transportés en France, aussitôt leur guérison. (Art. 14.)

Comme dans plusieurs endroits et notamment à l'assaut de Cordoue, plusieurs soldats, au mépris des ordres de MM. les généraux et malgré les soins de MM. les officiers, se sont portés à des excès dont la conséquence est inévitable dans les villes qui font résistance au moment d'être prises (1), MM. les généraux et officiers prendront les mesures nécessaires pour découvrir les vases sacrés qui peuvent avoir été enlevés, et les restituer, s'ils existent. (Art. 15.)

... Pour éviter la grande chaleur, la marche des troupes s'effectuera de nuit, en évitant le passage dans les villes de Cordoue et Séville. (Art. 17.)

Il est convenu par les généraux des deux armées qu'il sera ajouté comme articles supplémentaires ce qui pourrait augmenter le bien-être des troupes françaises pendant leur séjour en Espagne et la traversée. (Art. 21.)

Xavier Castaños.

Comte de Tilly, représentant et député de la Junte suprême de Séville.

Ventura Escalante, capitaine général de l'armée de Grenade.

Général Chabert.

— Comme témoin, le général de division Marescot.

(1) *Los excesos que son consiguientes e inevitables en las ciudades que hacen resistencia al tiempo de ser tomadas.*



Chabert, un vieux soldat de Sambre-et-Meuse, et un officier général de la valeur de Marescot croyaient-ils forfaire à l'honneur en mettant leur signature au pied de cet acte ? Certainement non. — En acceptant cette convention, dont les mots sont visiblement pesés avec soin, Dupont, dans une bonne foi un peu naïve, a pu se dire qu'il conservait à l'armée des milliers d'hommes, aujourd'hui réduits à l'impuissance, qui dans quelques mois reviendraient au combat. Il obtient des conditions louangeuses et honorables, et les Espagnols expliquent eux-mêmes à quel titre : « A cause de sa belle et glorieuse défense contre une armée infiniment supérieure en nombre. » La préoccupation des bagages a-t-elle dominé de façon évidente les clauses débattues (1) ? Ces stipulations particulières furent-elles accordées par les généraux espagnols comme une marque de courtoisie ou par une adresse perfide qui permettait de mettre en relief les rapines de leurs adversaires ? Un point est acquis : la quantité de ces bagages s'est trouvée fort exagérée (2). Il semble qu'il en soit de même de leur nature et de leur valeur.

On avait pu piller à Cordoue ni plus ni moins qu'il arrive en pareil cas ; la précipitation du départ imprévu n'aurait même pas permis d'emporter tout ce larcin accumulé par des vols méthodiques ; il n'était donc point dans nos fourgons.

Les Français avaient souscrit, mais sous la forme dubitative,

(1) Beaucoup d'officiers français ignorèrent d'abord cette clause à leur avantage ; TORÉNO (t. I, p. 375) repousse pour eux le reproche d'avoir voulu conserver un butin.

(2) *La Relacion de los generales, oficiales y tropas de la division Dupont que rindieron las armas al exercito Español* ne mentionne, outre 8 fourgons d'outils et 138 caissons, que 16 voitures, ce qui serait loin de « l'immense convoi », de la « file de chariots » dont parlait, en février 1812, Regnaud de Saint-Jean d'Angély, dans son rapport tendancieux au Conseil d'enquête. — Le colonel CLERC, *La Capitulation de Baylen*, p. 219-220, conclut, en forçant les chiffres, à un maximum de 200 charrettes ou voitures réquisitionnées pour transporter les porte-manteaux des officiers d'une armée de 18,000 hommes.



à cet article 15 exigé des Espagnols pour éviter, disaient-ils, tout *prétexte* aux fureurs des « fanatiques » et des « patriotes » le long de la route qui, de Baylen à Cadix, devait être parcourue dans un pays en ébullition. La rédaction était à la fois injurieuse et justificative. Et la prétention tourna à l'apologie de Dupont, car si dans les bagages il s'était trouvé des orfèvreries d'église, les Espagnols n'eussent pas manqué de le proclamer bien haut : c'eût été la justification de leurs soupçons et de leur colère; or, pour tout achever d'un mot sur ce point : pas plus à l'inspection des officiers français, au départ, qu'à celle des Espagnols, à l'arrivée, ni au pillage des forcenés à Puerto Santa Maria, on n'a fait mention officielle d'objets appartenant au culte; la foule se fût certainement jetée sur les profanateurs désarmés, un prêtre eût respectueusement rapporté en triomphe dans l'église la plus voisine le calice ou le ciboire que personne autre n'aurait osé toucher. Si l'on parla, sans préciser, de bijoux déposés à la trésorerie, il ne peut s'agir que de l'argenterie de Dupont qui, en effet, fut prise; l'habitude n'est pas en Espagne de verser aux caisses publiques les vases consacrés.

En résumé, Dupont, imprudent puis malchanceux, en un jour d'affolement s'était montré inférieur à son passé; il s'était senti entre les mains un instrument débile avec ces jeunes conscrits, presque des enfants à moitié épuisés; car ce fut à Séville une vanterie fort inexacte de saluer les soldats de Castaños comme « les vainqueurs des vainqueurs d'Austerlitz ». — Les Espagnols, dans l'enivrement d'un triomphe inattendu (1), auraient pu massacrer les débris d'une troupe à leur merci. Ils devront à jamais regretter d'avoir souillé les lauriers de Baylen par la façon déloyale et barbare dont ils exécutèrent les clauses du traité.

(1) « Je crus que le ciel m'envoyait un songe. » Castaños à la Junte de Séville, 24 juillet 1808.



Évitant par prudence les grandes villes, les prisonniers marchèrent en deux colonnes, du 23 juillet au 2 août. On les cantonna misérablement, en attendant l'embarquement. L'amiral anglais fit naturellement des difficultés et posa des conditions léonines pour les laisser passer. La Junte de Séville s'avisa alors qu'elle ne possédait pas de bateaux de transport et parla de déchirer la convention d'Andujar. Castaños s'opposa à un acte qui blesserait son honneur; Morla, au contraire, homme lâche devant la populace, estima qu'on pouvait méconnaître des promesses irréalisables. Mélant à sa mauvaise foi des reproches trop justifiés à l'adresse de la conduite de Napoléon vis-à-vis de la famille royale, il prétendit couvrir la déloyauté espagnole de la déloyauté impériale, et invoqua, avec fourberie, la loi de la nécessité. C'est alors qu'eurent lieu, à Puerto Santa Maria, des scènes atroces, dignes de cannibales, contre les malheureux prisonniers; la fureur populaire vint au point que les soldats espagnols durent tirer sur leurs compatriotes; il fallut qu'un prêtre, porteur du Saint-Sacrement, se jetât devant le général Privé afin de le sauver des assassins. Pour quelques centaines d'hommes, à la suite des généraux, qui furent expédiés à Toulon et à Marseille, tous les autres, entassés indignement sur les pontons de Cadix, devaient fournir, plus tard, les malheureuses victimes de l'odieux internement de l'île de Cabrera. Mais la violation brutale de la convention d'Andujar ne peut atteindre la mémoire du général Dupont; elle serait plutôt à sa décharge, puisque c'est de n'en pas tenir compte que résulta la catastrophe finale.

Telle fut la bataille, en soi peu importante, et la capitulation, moralement considérable, de Baylen (1).

(1) 8,242 prisonniers du corps même de Dupont et environ 9,000 de la division Védel; 40 canons perdus et 1,100 Suisses déserteurs. — Les pertes espagnoles avouées comprenaient 735 morts, 243 blessés. (Lettre de Cas-



Les Espagnols qui défendaient leurs foyers marchaient à la croisade, et tout les soulevait (1). Au gué de Menjibar, quand ils coupèrent la retraite des vainqueurs de Cordoue, ils avaient remarqué que c'était le 16 juillet, jour anniversaire de la bataille de Las Navas où six siècles auparavant Alphonse de Castille, en écrasant les Maures, avait sauvé la chrétienté et fondé l'indépendance nationale. Après Baylen, le général Castaños retourne à Séville pour faire hommage de la victoire à Ferdinand le Catholique et déposer sur le tombeau du héros de l'Espagne la couronne de lauriers que lui offraient les Sévillans (2). Il entoura ce patriotique sanctuaire des drapeaux de l'envahisseur Napoléon, comme le saint roi avait fait flotter autour de sa victorieuse bannière les étendards de l'envahisseur Mohamed.

Au milieu d'un enthousiasme qui s'augmentait de leur surprise, les Espagnols considérèrent d'abord leur triomphe avec une certaine sérénité. « Pesée à la balance de la raison, la victoire tient presque du prodige », a écrit l'un d'eux. Une adresse de la Junte de Truxillo à la Junte centrale résume bien cette même réserve :

Cette victoire a été l'effet d'une combinaison de circonstances telles, qu'elles semblent appartenir absolument à l'empire du hasard. Les généraux espagnols qui ont eu part à cette affaire peuvent le dire (3).

taños à la Junte de Séville, 27 juillet 1808. — Lettre de Whittingham à Dalrymple, 25 juillet 1808).

Nous avons perdu un millier d'hommes, plus 30 officiers tués et 103 blessés. MARTINIEN, *Tableaux des officiers tués et blessés pendant les guerres de l'Empire*.

(1) « Le véritable et réel avantage qui soutint les Espagnols dans cette célèbre journée, ce fut le noble enthousiasme qui les animait, ce fut le sentiment de la justice de leur cause, tandis que les Français, découragés au milieu d'un peuple qui les détestait, conservaient bien la valeur de la discipline et celle qui leur est propre, mais non cette exaltation sublime dont ils avaient émerveillé le monde ». TORÉNO, t. I, p. 374.

(2) MIOT DE MELITO, *Mémoires*, t. III, p. 18.

(3) 28 mai 1809, vol. 679, fol. 96.



Bientôt, on étala davantage les mérites des chefs avec la vaillance des soldats. Pour satisfaire ce sentiment de chauvinisme, quoique l'honneur de la journée appartient en fait au général Reding (1), un Suisse, on mit bien en avant Castaños, parce qu'il fallait un nom espagnol (2). Malgré l'exagération dans la vantardise, le patriotisme recevait l'impulsion la plus vigoureuse, l'invasion se trouvait arrêtée, le charme surtout était rompu. Les armes impériales pouvaient donc être malheureuses? La fortune de César devenait vulnérable. A l'Europe entière il sembla qu'un voile se déchirait. L'impression fut universelle.

Napoléon s'en trouva atteint plus que personne (3). L'amertume de sa douleur était légitime, sa fureur se fit injuste, sa

(1) Théodore *Reding*, du canton de Schwitz, entré au service de l'Espagne. Maréchal de camp (1795). Gouverneur de Malaga. Lieutenant général (1808); fut repoussé de la Catalogne par Gouvion Saint-Cyr et mourut en 1809 de ses blessures.

(2) Don Francisco Xavier comte de *Castaños* (1758-1852). Colonel (1795), lieutenant général (1802). Capitaine général de l'Andalousie (1808); de la Catalogne (1815). Président du Conseil de Castille (1825-1833). Créé duc de *Baylen* (1833). Tuteur de la reine Isabelle à la chute d'Espartero (1843). Son caractère souple l'avait fait surnommer *el gitano*, le « bohémien ».

(3) « Chez lui le politique et le chef d'empire n'étaient pas moins frappés. Connaissant seul les ressorts multiples, mystérieux, compliqués par lesquels il agissait sur tant de nations et les faisait servir à ses fins, il pouvait seul comprendre à quel point la répercussion de l'échec subi en Espagne les avait tous dérangés et faussés. Seul il pénétrait jusqu'au fond de son malheur; au delà des effets directs du désastre, visibles pour tous, il en découvrait d'autres, ignorés du public, mesurait leur gravité redoutable, et là résidait aussi l'une des causes de cette fureur et de cette peine, de cette douleur vraiment forte qu'exhalaient toutes ses lettres. Dans la perte des trois divisions de Dupont, suivie de la retraite sur l'Ebre, il ne voyait pas seulement une atteinte à la gloire immaculée de nos drapeaux, à son renom d'invincible, à ce prestige qui faisait partie de sa force, il voyait encore la ruine de toutes ses combinaisons, tant défensives qu'offensives. Le résultat de Baylen c'était d'abord le recul indéfini de ces vastes opérations dans l'Orient et sur les mers au delà desquelles apparaissaient la paix avec l'Anglais, la fin de la grande querelle; c'était aussi la révolte du continent tout entier redevenue possible, l'établissement impérial menacé dans toutes ses parties. » Albert VANDAL, *Napoléon et Alexandre I<sup>er</sup>*, t. I, p. 366.